



Assemblée générale

Distr. générale
14 juillet 2009
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 130 de la liste préliminaire*

Plan des conférences

Plan des conférences

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans sa résolution 63/248, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui faire rapport à sa soixante-quatrième session, par l'intermédiaire du Comité des conférences, sur un certain nombre de questions touchant la gestion des conférences. Le présent rapport, qui donne suite à cette demande, traite de l'utilisation des ressources affectées aux services de conférence, de l'incidence de la réalisation du plan-cadre d'équipement, de la gestion intégrée à l'échelle mondiale et de diverses questions relatives à la documentation, à la traduction et à l'interprétation. Il donne aussi un aperçu des progrès accomplis dans la mise en œuvre de diverses initiatives visant à améliorer la prestation des services de conférence, propose des remèdes aux difficultés actuelles et comporte des suggestions à l'intention de l'Assemblée quant aux mesures nouvelles qui pourraient être prises dans le sens de l'optimisation de la gestion des conférences.

* A/64/50.



Table des matières

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| I. Introduction | 3 |
| II. Gestion intégrée à l'échelle mondiale | 4 |
| A. Bilan d'étape | 4 |
| B. Mesure des résultats | 6 |
| III. Évaluation par les États Membres de la qualité des services de conférence | 6 |
| IV. Gestion des réunions | 7 |
| A. Calendrier des conférences et des réunions | 7 |
| B. Amélioration de l'utilisation des services et installations de conférence | 8 |
| C. Incidence de la mise en œuvre du plan-cadre d'équipement selon la stratégie IV (exécution accélérée) sur les réunions devant se tenir au Siège | 14 |
| V. Gestion de la documentation | 16 |
| VI. Questions relatives à la traduction et à l'interprétation | 19 |
| A. Transition démographique dans les services linguistiques | 19 |
| B. Traduction contractuelle et contrôle de la qualité | 20 |
| C. Incidence du recrutement d'interprètes indépendants sur la qualité des services d'interprétation dans tous les centres de conférence | 21 |
| D. Vacances de postes actuelles et futures à l'Office des Nations Unies à Nairobi | 23 |
| VII. Observations finales | 24 |
| Annexes | |
| I. Grille de mesure des résultats de 2008 | 25 |
| II. Organes ayant demandé à se réunir pendant la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale et informations statistiques connexes | 29 |
| III. Statistiques relatives aux réunions d'un échantillon d'organes | 33 |
| IV. Statistiques sur la prestation en 2008 de services de conférence aux organes autorisés à se réunir « selon les besoins » à New York | 51 |
| V. Statistiques sur la prestation en 2008 de services de conférence aux réunions des groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres dans les quatre centres de conférence .. | 52 |
| VI. Disponibilité des salles de conférence pendant les différentes phases de l'exécution du plan-cadre d'équipement (projections à jour au 13 juillet 2009) | 55 |
| VII. Statistiques relatives à la gestion de la documentation d'avant session | 57 |
| VIII. Lettre datée du 8 juillet 2009 adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Secrétaire général adjoint au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences | 61 |

I. Introduction

1. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a pour mission de fournir au meilleur coût des services de conférence de qualité, dans le respect du principe de l'égalité des langues officielles de l'ONU.
2. Le Département, en 2008, a avancé à grands pas dans la conduite de ses réformes, en particulier de celle qui vise l'intégration de la gestion des conférences à l'échelle mondiale. La mise en place du système intégré de gestion des conférences, qui doit le doter des outils nécessaires pour mettre pleinement en pratique la gestion intégrée à l'échelle mondiale, a continué de progresser à un rythme soutenu. À la demande du Département, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a évalué les résultats déjà donnés par l'application de ce modèle de gestion; son rapport a été communiqué aux États Membres.
3. Au cours de la période considérée, une grande conférence des Nations Unies a eu lieu hors Siège (la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, tenue à Doha). Du fait que la Conférence s'est déroulée pendant la partie principale de la session de l'Assemblée générale, la prestation des services qu'elle a requis a contraint les activités du Département à fonctionner à la limite de leur capacité.
4. Le respect des délais de remise de la documentation à traiter reste, non sans raison, un sujet de préoccupation pour les États Membres et, bien entendu, pour le Département. Des progrès continuent certes d'être faits d'année en année dans le sens de l'amélioration de la gestion de la documentation et de la rationalisation de son traitement, mais certaines réalités, telles que l'accroissement de la demande de services du Conseil des droits de l'homme, qui tient en particulier à la longueur excessive de certains des documents établis dans le cadre de la procédure d'examen périodique universel, ont mis le Département dans l'obligation de faire respecter plus strictement les règles relatives à la longueur et aux délais de remise des documents à traiter.
5. Les incidences de la réalisation du plan-cadre d'équipement figurent aussi parmi les préoccupations majeures du Département. Au cours des premiers mois de 2009, certains de ses services ont déménagé dans des locaux temporaires, et l'éparpillement de ses fonctionnaires entre six immeubles situés dans le centre de Manhattan a donc commencé à se concrétiser. Le Département a conscience des difficultés qu'il lui faudra surmonter pour assurer le bon fonctionnement de ses services pendant toute la durée des travaux de rénovation du complexe du Siège.
6. Le Département se préoccupe aussi de la transition démographique en cours qui, dans les quatre prochaines années, se manifestera par le départ à la retraite de plus de 20 % de ses fonctionnaires. Il s'efforce actuellement de résoudre les difficultés majeures que la planification de la relève va poser dans un contexte de vive concurrence pour le recrutement de linguistes qualifiés. En vue d'atténuer les effets de cette transition, le Département a consenti un effort important pour nouer des relations avec des universités et perfectionner son personnel.
7. Les questions évoquées ci-dessus sont analysées dans les différents chapitres du présent rapport qui, par l'entremise du Comité des conférences, est soumis à l'examen de l'Assemblée générale.

II. Gestion intégrée à l'échelle mondiale

A. Bilan d'étape

8. L'année 2008 a marqué une étape dans la mise en œuvre de la réforme consistant à intégrer la gestion des conférences à l'échelle mondiale. Le chef du Département s'est attaché à exercer plus résolument et énergiquement les fonctions que l'Assemblée générale lui a assignées par sa résolution 57/283 B, aux termes de laquelle le Département est chargé d'appliquer les politiques, de formuler des normes et directives, de superviser et coordonner les services de conférence de l'Organisation et d'administrer l'ensemble des ressources prévues au chapitre pertinent du budget, et ce bien que la résolution ne lui donne pas la faculté d'exercer directement le pouvoir administratif nécessaire. Le Secrétaire général adjoint a institué une concertation trimestrielle sur le suivi des dépenses dans tous les centres de conférence, ainsi que des échanges réguliers par visioconférence entre les responsables des quatre grands centres sur des questions de gestion et de stratégie.

9. L'Assemblée générale aura également à examiner le rapport du BSCI sur la gestion intégrée à l'échelle mondiale. Le Département souscrit dans l'ensemble aux conclusions et recommandations formulées à l'issue de l'évaluation qu'il avait lui-même demandée, mais il ne partage pas le pessimisme qui se dégage du ton du rapport, non plus que les doutes exprimés par le BSCI quant à la réalité même de ce mode de gestion. Aussi lui paraît-il utile de rappeler les réalisations suivantes, qui ont été rendues possibles par la gestion intégrée :

a) L'établissement et l'utilisation d'un fichier commun de traducteurs contractuels;

b) L'élaboration et la diffusion en ligne du Manuel de rédaction des Nations Unies, ainsi que la mise au point conjointe d'une barre d'outils rédactionnels et d'aides électroniques à la rédaction désormais utilisées dans tous les centres de conférence;

c) L'élaboration et la mise en vigueur du recueil de règles, pratiques et procédures administratives des services de conférence présenté précédemment au Comité des conférences parmi les « projets en cours »;

d) L'intégration intercentres de la gestion des demandes de dérogation;

e) Des mesures favorisant les mutations latérales, lesquelles sont de nature à promouvoir l'harmonie, la communication et l'échange de données d'expérience entre centres de conférence;

f) La mise en application d'un système mondial de créneaux pour la remise des documents à traiter, qui a eu pour effet immédiat d'accroître la proportion de documents publiés dans les délais prescrits;

g) Les détachements de personnel;

h) L'initiative concertée visant l'application de la norme 14001:2004 de l'Organisation internationale de normalisation en matière de publication écologiquement viable, le recours plus systématique à l'impression à la demande et l'automatisation de la mise en page des documents;

i) Le partage de la charge de travail entre les centres de conférence. Alors que le rapport affirme catégoriquement que cette pratique n'a qu'un effet négligeable, l'analyse des faits inspire des conclusions plus nuancées, à savoir : i) les aménagements apportés à la structure des effectifs dans le cadre de la gestion intégrée à l'échelle mondiale ont permis d'atténuer les « creux » de la distribution annuelle de la charge de travail (les effectifs permanents sont essentiellement fixés en fonction de la charge de travail en période creuse, la capacité des services est renforcée en période de pointe par le recrutement de personnel temporaire); ii) les transferts de charge de travail sont maintenant pratique courante pour remédier aux difficultés inhérentes à la prestation de services aux réunions hors Siège; iii) pour le traitement, les transferts de charge de travail sont une réalité et soulagent en particulier les commissions régionales, qui ont des effectifs restreints;

j) Le développement de la communication et la multiplication des échanges d'informations et de données d'expérience entre les centres de conférence, avec les synergies qui en résultent;

k) L'exercice direct par le Secrétaire général adjoint des pouvoirs qui lui ont été conférés par la résolution 57/283 B de l'Assemblée générale (voir plus haut, par. 9) en tant que chef du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, eu égard à la mission de celui-ci en matière d'application des politiques, de formulation de normes et directives, de supervision et de coordination et d'administration de l'ensemble des ressources affectées aux services de conférence.

10. Au sujet de l'exécution des trois projets informatiques qui doivent fournir les outils de gestion indispensables pour que la gestion intégrée à l'échelle mondiale soit pleinement mise en pratique, projets pour lesquels aucun crédit n'a été ouvert au chapitre 2 du budget (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), il y a lieu de noter ce qui suit :

a) La réalisation du projet 1 (entrepôt de données), coordonnée par le Siège, se poursuit très activement. Des problèmes se sont posés relativement à la qualité et à la comparabilité des données quantitatives produites par les différents centres de conférence; le Groupe du suivi, de l'évaluation, de la gestion des risques et des contrôles statistiques, créé en 2008, les analyse minutieusement afin que les dispositions voulues puissent être prises pour garantir la qualité et la comparabilité de toutes les données introduites dans l'entrepôt;

b) Le projet 2 (planification et gestion des séances) a considérablement avancé. Le nouveau système fonctionne déjà pour l'essentiel à Vienne et devrait être mis en place dans tous les autres centres de conférence avant la fin de 2009;

c) Le projet 3 (planification et gestion de la documentation), coordonné par l'Office des Nations Unies à Genève, s'est heurté à des écueils en raison de l'hétérogénéité des méthodes de travail et des systèmes actuellement employés dans les divers centres de conférence, qui tient notamment à ce que ces systèmes ont été créés et ont évolué séparément, à ce que l'influence des facteurs externes qui déterminent la marge de fiabilité des prévisions des besoins et de la charge de travail est plus ou moins grande selon les centres et à ce que des incertitudes persistent quant à l'architecture informatique et au progiciel standard qui seront adoptés pour l'ensemble de l'Organisation. Ainsi, un prototype de la nouvelle application n'a pas recueilli l'adhésion de tous les utilisateurs finals, à la suite de quoi le Comité de

pilotage informatique du Département a demandé conseil au Directeur général de l'informatique. Cette démarche a abouti à une recommandation concertée selon laquelle le projet 3 devrait être remanié sur la base d'un réaménagement complet de l'organigramme des tâches liées à la gestion de la documentation, travail auquel s'est attelée la Division des réunions et des services de publication, et compte tenu de l'adoption par le Département du progiciel Documentum, conformément à la décision prise par le Bureau des technologies de l'information et des communications d'en faire le progiciel standard de gestion des contenus pour tout le Secrétariat. Ces facteurs ont ralenti la progression du projet 3 qui, une fois remanié, se poursuivra en 2010.

B. Mesure des résultats

11. Au paragraphe 14 de la section V de sa résolution 62/225, l'Assemblée générale a pris note de la grille de mesure des résultats proposée par le Secrétaire général en réponse à la demande qui lui avait été faite d'établir une méthode globale de mesure des résultats et de gestion de la performance dans l'optique de l'optimisation des fonctions et indiqué qu'elle comptait recevoir communication des indicateurs pour tous les centres de conférence à partir de 2008.

12. On trouvera à l'annexe I du présent rapport la grille de mesure des résultats de 2008, qui regroupe des indicateurs afférents aux ressources humaines, aux résultats financiers, à la gestion des réunions et au respect des délais de publication des documents, ainsi que des indicateurs de la productivité des services linguistiques.

III. Évaluation par les États Membres de la qualité des services de conférence

13. L'enquête sur la satisfaction des usagers des services de conférence, dont la première a été réalisée en 2004, a permis de recueillir des données en vue du calcul des indicateurs de résultats définis dans le plan-programme biennal pour 2008-2009. Le questionnaire d'enquête, établi dans les six langues officielles, a été distribué aux représentants des États Membres à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, lors de séances plénières de l'Assemblée et de séances de ses grandes commissions; il était également disponible à l'adresse <http://emeets.un.org>. Le Département est en voie d'adopter un questionnaire unique pour tous les centres de conférences et a entrepris d'améliorer la méthode d'échantillonnage, mesures qui devraient lui permettre d'être mieux informé des réactions des États Membres et de faire des comparaisons entre centres de conférences.

14. Le taux de réponse a été de 27 % en 2008. Le questionnaire comprenait huit questions qui portaient sur la qualité des prestations du Département. Les membres des délégations étaient aussi invités à faire des suggestions sur les améliorations à apporter à la qualité des services. La qualité des prestations du Département a été jugée excellente ou bonne par 86 % des participants à l'enquête, passable par 12 % et mauvaise ou très mauvaise par moins de 3 %.

15. Le Département a organisé au Siège en 2008, du 2 au 10 juin et du 3 au 7 octobre, deux séries de réunions d'information à l'intention des États Membres sur la qualité des services linguistiques (une réunion par langue officielle). La Division

des services de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi consulte régulièrement le Comité des représentants permanents des États Membres à Nairobi, ainsi que les chefs de secrétariat des programmes, fonds et organismes des Nations Unies qui ont leur siège ou sont implantés à Nairobi, afin de recueillir leurs impressions sur la qualité de ses prestations. Le Service de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Vienne a organisé en 2008 deux réunions d'information (portant sur tous les services linguistiques), l'une le 8 mai et l'autre le 2 décembre. On peut consulter le compte rendu de ces réunions dans les archives du Secrétariat. Des réunions analogues ont eu lieu dans les autres centres de conférence.

IV. Gestion des réunions

A. Calendrier des conférences et des réunions

1. Tenue de réunions pendant la session ordinaire de l'Assemblée générale (demandes de dérogation aux dispositions du paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée)

16. Aux termes du paragraphe 7 de la section I de sa résolution 40/243, l'Assemblée générale a décidé qu'aucun de ses organes subsidiaires ne pouvait se réunir au Siège de l'ONU pendant la partie principale d'une session ordinaire si ce n'était avec son assentiment exprès.

17. Chaque année, un certain nombre de demandes de dérogation à cette règle sont déposées. L'usage veut que ces demandes soient soumises au Comité des conférences, qui fait une recommandation à l'Assemblée générale.

18. Les demandes de dérogation déjà reçues pour des réunions devant se tenir à New York durant la soixante-quatrième session de l'Assemblée sont reproduites à l'annexe II, où figurent également des statistiques sur les réunions des organes ayant bénéficié d'une dérogation lors de la soixante-troisième session. Le Comité des conférences sera informé de toutes demandes reçues ultérieurement.

2. Projet de calendrier révisé des conférences et des réunions pour 2010 et 2011

19. Le projet de calendrier révisé des conférences et des réunions pour 2010 et 2011 sera présenté au Comité des conférences dans un document de séance. Après examen par le Comité, il figurera dans l'annexe au rapport de celui-ci à l'Assemblée générale.

20. **L'Assemblée générale voudra bien noter que les réunions dont les incidences sur le budget-programme n'ont pu être déterminées, faute d'informations suffisantes, au moment de l'adoption des textes qui en portent autorisation sont signalées comme telles dans le projet de calendrier des conférences et des réunions pour 2010 et 2011. Une fois que les modalités de ces réunions auront été arrêtées, le Secrétariat présentera pour chacune à l'Assemblée l'état d'incidences prévu à l'article 153 de son règlement intérieur.**

B. Amélioration de l'utilisation des services et installations de conférence

1. Analyse des statistiques relatives aux réunions des organes de l'ONU

21. On trouvera à l'annexe III les statistiques relatives à l'utilisation prévue et effective des services de conférence mis à la disposition d'un échantillon d'organes qui se sont réunis à New York, Genève, Vienne et Nairobi en 2008, ainsi que les indices de conformité et de disponibilité qui renseignent sur la proportion de documents d'avant session publiés dans les délais et l'échelonnement hebdomadaire de leur parution.

Taux d'utilisation

22. Comme il ressort du tableau I ci-après, le taux global d'utilisation pour 2008 a été de 85 %, soit une amélioration de deux points de pourcentage par rapport à 2007.

23. On calcule le taux global d'utilisation en additionnant les chiffres inscrits dans les six colonnes du tableau pour l'ensemble des organes considérés et les quatre centres de conférence, et en traitant les totaux comme s'ils portaient sur un seul organe :

Tableau I
Taux d'utilisation des services de conférence par les organes compris dans l'échantillon

| Centre de conférence | Nombre de séances | | | | | | Taux d'utilisation (pourcentage) | | | | |
|----------------------|--------------------|-----------------------|-----------------|---------------|--|---------------------------------------|----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | A (programmées) | B (additionnelles) | C (annulées) | D (tenues) | E (annulées avec réaffectation de services) | F (nombre de minutes perdues) * | 2006 | 2007 | 2008 | ** | |
| New York | 1 241 | 81 | 158 | 1 164 | 107 | 55 | 31 239 | 81 | 79 | 83 | 79 |
| Genève | 574 | 13 | 30 | 557 | 16 | n.d. | 10 155 | 87 | 87 | 88 | n.d. |
| Vienne | 165 | 8 | 4 | 169 | — | n.d. | 3 180 | 85 | 90 | 87 | n.d. |
| Nairobi | 21 | 1 | — | 22 | n.d. | n.d. | n.d. | 100 | 96 | 100 | n.d. |
| Total | 2 001 | 103 | 192 | 1 912 | 123 | 55 | 44 574 | 83 | 83 | 85 | 82 |

* Réaffectations de services au profit d'organes apparentés.

** Taux d'utilisation calculés en ne déduisant du nombre de séances annulées que les réaffectations de services au profit d'organes apparentés.

24. L'annexe III donne pour les différents organes considérés le détail des statistiques résumées ci-dessus. Pour 2008, les paramètres retenus pour le calcul des taux d'utilisation demeurent inchangés. En cas d'annulation de séance, la réaffectation des services prévus pour l'organe considéré a été portée au crédit de celui-ci (colonne E du tableau), que l'organe bénéficiaire de la réaffectation lui soit ou non apparenté. La colonne (*) n'indique que le nombre de réaffectations au profit d'organes apparentés, la colonne (**) faisant apparaître les taux d'utilisation obtenus lorsque seules les réaffectations au profit d'organes apparentés sont créditées. Le temps consacré à des réunions ou consultations officielles tenues

avant l'ouverture ou après la clôture d'une séance programmée ou en lieu et place de celle-ci n'est pas compté comme temps de réunion perdu si elles ont fait appel aux mêmes services que la séance programmée et si le Secrétariat a été prévenu de leur tenue.

25. Pour faciliter les comparaisons, le tableau 2 ci-après indique la distribution des sessions des organes considérés par tranche de taux d'utilisation pour la période 2006-2008.

Tableau 2
Distribution par tranche de taux d'utilisation des sessions des organes compris dans l'échantillon

| Taux d'utilisation (pourcentage) | Nombre de sessions | | |
|-------------------------------------|--------------------|-----------|-----------|
| | 2006 | 2007 | 2008 |
| 0-19 | – | – | 1 |
| 20-29 | – | – | – |
| 30-39 | – | – | – |
| 40-49 | 1 | 2 | 1 |
| 50-59 | 1 | 1 | 1 |
| 60-69 | 6 | 5 | 6 |
| 70-79 | 15 | 15 | 9 |
| 80-100 | 45 | 45 | 52 |
| Total | 68 | 68 | 70 |

26. Ainsi, en 2008, le taux d'utilisation a atteint ou dépassé 80 % pour 74 % des sessions des organes retenus dans l'échantillon, soit une augmentation de 8 points de pourcentage par rapport à 2007 et 2006, années où cette proportion n'avait atteint que 66 %.

Ratios de séances

27. Le « ratio de séances » désigne la proportion de séances tenues par rapport au nombre de séances alloué à un organe donné. Le tableau 3 indique, pour les années 2006 à 2008, la distribution des sessions des organes représentés dans l'échantillon par tranche de ratios de séances.

Tableau 3
Distribution par tranche de ratios de séances des sessions des organes compris dans l'échantillon

| Ratios de séances (pourcentage) | Nombre de sessions | | |
|------------------------------------|--------------------|------|------|
| | 2006 | 2007 | 2008 |
| 10-29 | – | – | 1 |
| 30-39 | – | – | – |
| 40-49 | – | – | 1 |

| <i>Ratios de séances (pourcentage)</i> | <i>Nombre de sessions</i> | | |
|--|---------------------------|-----------|-----------|
| | 2006 | 2007 | 2008 |
| 50-59 | – | 1 | 1 |
| 60-69 | 4 | 2 | 1 |
| 70-79 | 3 | 3 | 1 |
| 80-89 | 8 | 10 | 6 |
| 90-100 et plus | 53 | 52 | 59 |
| Total | 68 | 68 | 70 |

28. Il ressort du tableau qu'en 2008, le ratio de séances a atteint ou dépassé 80 % pour 93 % des sessions des organes considérés, contre 91 % en 2007 et 90 % en 2006.

Indice de fiabilité de la planification

29. Cet indice exprime en pourcentage le rapport entre le nombre de séances programmées diminué du nombre de séances additionnelles, et de séances annulées et le nombre total des séances programmées. Le tableau 4 indique, pour les années 2006 à 2008, la distribution des sessions des organes considérés par tranche d'indices de fiabilité de la planification.

Tableau 4

Distribution des sessions des organes compris dans l'échantillon par tranche d'indices de fiabilité de la planification

| <i>Indice de fiabilité de la planification (pourcentage)</i> | <i>Nombre de sessions</i> | | |
|--|---------------------------|-----------|-----------|
| | 2006 | 2007 | 2008 |
| 0-39 | 2 | 2 | 4 |
| 40-49 | – | 2 | – |
| 50-59 | – | 1 | – |
| 60-69 | 6 | 6 | 1 |
| 70-79 | 3 | 5 | 2 |
| 80-89 | 12 | 11 | 14 |
| 90-100 | 45 | 41 | 49 |
| Total | 68 | 68 | 70 |

30. Le tableau montre qu'en 2008, l'indice de fiabilité de la planification a atteint ou dépassé 80 % pour 90 % des sessions des organes retenus dans l'échantillon, soit 14 points de pourcentage de plus qu'en 2007 et 6 points de plus qu'en 2006.

31. Se chiffrant à 85 % pour 2008, le taux global d'utilisation (pour les quatre grands centres de conférence) a été supérieur de 2 points de pourcentage à celui de 83 % enregistré en 2007 et 2006. Le taux d'utilisation à New York (83 % en 2008) a augmenté de 4 points par rapport à 2007 (79 %) et de 2 points par rapport à 2006 (81 %). L'indice global de fiabilité de la planification s'est également amélioré en

2008. Ces deux progrès s'expliquent par l'emploi de méthodes de gestion plus volontaristes pour la programmation des conférences, ainsi que par la plus grande fiabilité de la préprogrammation et de la coordination par les organes intergouvernementaux de leurs besoins réels de services de conférence.

2. Consultations et correspondance avec certains organes au sujet de l'utilisation des services de conférence mis à leur disposition

32. Dans le souci de dégager des moyens d'améliorer le taux d'utilisation des services de conférence, comme prescrit par l'Assemblée générale au paragraphe 3 de la section II.A de sa résolution 63/248, le Président du Comité des conférences, avec le concours du Secrétariat du Comité et du secrétariat technique des organes concernés, a tenu des consultations avec les présidents des organes dont le taux d'utilisation des services mis à leur disposition demeure en deçà du taux de référence.

3. Prestation de services d'interprétation aux réunions d'organes autorisés à se réunir « selon les besoins »

33. Certains organes inscrits au calendrier des conférences et des réunions sont autorisés à se réunir « selon les besoins » en dehors des sessions prévues au calendrier, pour lesquelles des ressources sont budgétisées. On trouvera à l'annexe IV les statistiques se rapportant à la prestation de services à ces organes en 2008.

34. Au paragraphe 5 de la section II.A de sa résolution 63/248, l'Assemblée générale, notant que 88 % des réunions tenues à New York en 2007 par les organes autorisés à se réunir « selon les besoins » avaient bénéficié de services d'interprétation, a demandé au Secrétaire général de continuer de lui rendre compte, par l'intermédiaire du Comité des conférences, de la prestation de services de conférence à ces organes.

35. Dans ses rapports antérieurs sur la question (voir A/63/119 et Corr.1 et A/62/161 et Corr.1 et 2), le Secrétaire général a indiqué que, depuis le 1^{er} janvier 2007, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences réservait chaque semaine un volant de capacité suffisant pour desservir trois séances supplémentaires, dans l'éventualité de réunions des organes autorisés à se réunir « selon les besoins ». En 2008, sur 386 demandes de réunion avec services d'interprétation émanant de ces organes, 348 (soit 90 %) ont pu être satisfaites. Cela représente une augmentation de 2 points de pourcentage par rapport à 2007, (411 demandes satisfaites sur 467, soit 88 %). Cette évolution positive s'est poursuivie durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 mai 2009, 93 % des réunions demandées par ces organes (162 sur 173) ayant bénéficié de services d'interprétation. Pour la période correspondante de 2008, la proportion de demandes satisfaites se chiffrait à 82 % (188 sur 230).

36. S'il est vrai que la proportion de séances d'organes autorisés à se réunir « selon les besoins » ayant bénéficié de services d'interprétation a augmenté en 2008 par rapport à 2007 et continué de progresser dans les premiers mois de 2009, il est vrai aussi que le nombre de demandes présentées par ces organes a diminué. L'amélioration constatée en 2008 n'a été que de 2 points de pourcentage en raison essentiellement de l'augmentation par rapport à 2007 du nombre des réunions (séances officieuses ou officielles) de l'Assemblée générale et de ses groupes de

travail ainsi que du Conseil de sécurité, ces réunions étant considérées comme prioritaires pour la prestation de services.

4. Prestation de services d'interprétation aux réunions de groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres

37. À la section II.A de sa résolution 63/248, l'Assemblée générale, consciente de l'importance que revêtent les réunions des groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres pour le bon déroulement des travaux des organes intergouvernementaux, a prié le Secrétaire général de veiller à satisfaire, dans la mesure du possible, toutes les demandes de services de conférence occasionnées par ces réunions. Elle a noté avec satisfaction que la proportion des réunions de groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres ayant bénéficié de services d'interprétation dans les quatre principaux centres de conférence avait augmenté, passant de 76 % en 2006 à 84 % en 2007, et prié le Secrétaire général de continuer de recourir à des formules novatrices pour remédier aux problèmes que rencontraient les États Membres du fait que certaines réunions de groupes régionaux et autres grands groupes se déroulaient sans services de conférence, et de lui rendre compte à ce sujet par l'intermédiaire du Comité des conférences.

38. On trouvera à l'annexe V les statistiques relatives aux réunions tenues en 2008 dans les quatre grands centres de conférence par des groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres. Le tableau 5 en donne le récapitulatif :

Tableau 5

Prestation de services de conférence aux réunions de groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres

| Groupe | Réunions pour lesquelles des services d'interprétation ont été demandés | | | | Réunions pour lesquelles des services d'interprétation n'ont pas été demandés | | |
|--------------|---|----------------------|--------------------------|-------------|---|----------------------|-------------|
| | Total des demandes | Demandes satisfaites | Demandes non satisfaites | Pourcentage | Total des demandes | Demandes satisfaites | Pourcentage |
| New York | 188 | 156 | 32 | 83 | 1 005 | 1 005 | 100 |
| Genève | 111 | 74 | 31 | 67 | 1 062 | 814 | 77 |
| Vienne | – | – | – | n.d. | 385 | 385 | 100 |
| Nairobi | – | – | – | n.d. | 119 | 119 | 100 |
| Total | 299 | 230 | 63 | 77 | 2 571 | 2 323 | 90 |

39. En 2008, tous centres de conférence confondus, 77 % des demandes de réunions avec services d'interprétation émanant de groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres ont été satisfaites, contre 84 % en 2007, soit une diminution de 7 points de pourcentage.

40. À New York, 156 demandes de réunions avec services d'interprétation sur 188 (soit 83 %) ont été satisfaites, proportion également en recul par rapport à 2007, (191 demandes satisfaites sur 219, soit 87 %), mais est tout de même plus élevée que celle relevée en 2006 (79 %). Durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 mai 2009, 56 réunions sur 65 ont bénéficié de services d'interprétation, soit 86 % contre 90 % (70 sur 78) pour la même période de 2008.

41. On notera en outre qu'au cours des trois dernières années la demande de services d'interprétation pour des réunions de groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres a diminué, ces services étant requis essentiellement pour les réunions tenues au niveau des ambassadeurs. Il y a eu 1 005 demandes de salles sans services d'interprétation à New York en 2008, soit une nette augmentation par rapport aux 881 demandes enregistrées en 2007. Toutes ces demandes ont été satisfaites.

42. **En 2008, la capacité de réserve a continué de faciliter la prestation de services d'interprétation aux organes autorisés à se réunir « selon les besoins ». Le Département entend en conséquence maintenir cette formule.**

5. Amélioration de l'utilisation des installations de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi

43. Au paragraphe 9 de la section II.A de sa résolution 63/248, l'Assemblée générale a noté avec satisfaction que, conformément aux dispositions de plusieurs de ses résolutions, notamment le paragraphe 9 de la section II.A de la résolution 61/236, et en application de la règle du siège, les organes des Nations Unies ayant leur siège à Nairobi y avaient tenu toutes leurs réunions en 2007, et prié le Secrétaire général de lui rendre compte de la situation à sa soixante-quatrième session.

44. Il est à noter qu'en 2008, tous les organes des Nations Unies sis à Nairobi ont continué d'observer la règle du siège, conformément au paragraphe 9 de la résolution 57/283 B de l'Assemblée générale.

6. Centre de conférence de la Commission économique pour l'Afrique

45. Au paragraphe 11 de la section II.A de sa résolution 63/248, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer de rechercher les moyens d'accroître l'utilisation des services du centre de conférence de la Commission économique pour l'Afrique, en gardant à l'esprit les normes minimales de sécurité opérationnelle établies pour les villes sièges.

46. En 2008, le centre de conférence a accueilli et desservi 6 838 réunions, ce qui représente un taux d'utilisation de 76 %, à rapprocher des taux de 70 % et 60 % enregistrés en 2007 et 2006, respectivement. Cette augmentation s'explique en grande partie par la poursuite de la campagne de publicité menée par l'administration du centre, qui consiste notamment à promouvoir le centre auprès d'organismes de réunions de classe internationale.

47. Les activités de marketing ont compris la participation aux grands congrès et expositions internationaux, dont le salon IMEX 2008 (exposition mondiale sur les réunions, manifestations et voyages de motivation) organisé à Francfort (Allemagne) et le congrès de l'ICCA (Association internationale des congrès et conférences) tenu à Victoria (Canada). Le centre est désormais mentionné dans les publications annuelles et sur les sites Web de ces deux organisations mondialement réputées du marché des conférences et des expositions, ainsi que dans l'annuaire « Meet In Africa » de la section de l'ICCA pour l'Afrique. Des annonces publicitaires sont placées dans le magazine distribué aux passagers de la compagnie Ethiopian Airlines, le site Web du Centre est régulièrement mis à jour et des outils promotionnels (brochures et autre matériel documentaire) continuent d'être régulièrement distribués.

48. Parmi les nouvelles initiatives prises pour consolider l'avancée enregistrée en 2008, le centre a lancé des appels d'offres en vue de la fourniture de services spécialisés de prospection de clientèle, pour appliquer la stratégie de marketing et le plan d'action mis au point par un consultant en 2008 lesquels, s'ils sont appliqués progressivement, mais intégralement, permettront au centre de soutenir la concurrence sur les marchés local et régional.

49. Au cours des dernières années, le centre a dû compter avec un marché local de l'accueil des conférences de plus en plus compétitif du fait de la construction de plusieurs hôtels quatre et cinq étoiles équipés d'installations de conférence, dont les hôtels Intercontinental, Jupiter, Accor, Novotel et Ibis. De plus, des travaux ont commencé en novembre 2008 au siège de la Commission de l'Union africaine en vue de la construction d'un important complexe comprenant des grandes salles de conférence pour les réunions plénières et d'autres salles de tailles diverses (2 000 à 3 000 places), ainsi qu'un hôtel quatre étoiles et 500 bureaux.

50. Lorsque ce projet et ceux qui ne manqueront pas de le suivre seront achevés, outre que le centre de conférence aura perdu la Commission de l'Union africaine comme gros client régulier, mais on prévoit que le nouveau complexe mettra ses installations à la disposition de la plupart des institutions gouvernementales et associations professionnelles qui font actuellement partie de la clientèle du centre. À ce risque local, s'ajoute le fait que l'existence dans la région de grands centres de conférence bien équipés pour les réunions interafricaines (dans des villes touristiques comme Nairobi et Arusha) est une source de concurrence avec laquelle il faut compter.

51. Compte tenu de ces facteurs, l'augmentation récente du taux d'utilisation du centre pourrait bien n'être que temporaire.

7. Participation au vote aux séances des grandes commissions

52. Afin que le Secrétariat et les membres du Bureau de l'Assemblée générale communiquent efficacement et en temps opportun comme l'a demandé l'Assemblée générale aux paragraphes 14 et 15 de la section II.A de sa résolution 63/248, les documents de l'Assemblée concernant les pays qui ont fait le nécessaire pour ramener leurs arriérés en deçà du montant spécifié à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies continueront d'être publiés dans les meilleurs délais. Les membres du Bureau seront également informés à l'avance des séances plénières de l'Assemblée programmées pour l'adoption des projets de résolution sur les demandes de dérogation à l'Article 19 de la Charte soumises dans le cadre du point de l'ordre du jour intitulé « Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies », afin d'éviter que des incidents de vote ne se reproduisent au cours des séances des grandes commissions.

C. Incidence de la mise en œuvre du plan-cadre d'équipement selon la stratégie IV (exécution accélérée) sur les réunions devant se tenir au Siège

53. Au paragraphe 3 de la section II.B de sa résolution 63/248, l'Assemblée générale a prié le Comité des conférences de garder à l'examen la question de l'incidence de la réalisation du plan-cadre d'équipement sur les réunions devant se

tenir au Siège et prié le Secrétaire général de faire périodiquement rapport au Comité, pendant les travaux, sur les questions liées au calendrier des conférences et réunions.

54. L'attention du Comité a été appelée en 2008 sur les importants avantages associés à la mise en œuvre de la stratégie IV (exécution accélérée) (voir A/63/119 et Corr.1, par. 60 et 61). Cette stratégie raccourcira la durée des travaux en réduisant le nombre total des phases de la rénovation du bâtiment du Secrétariat et de celui des conférences. La durée totale de la rénovation du complexe du Siège sera ramenée de sept à cinq ans, si bien que les activités de l'Organisation seront perturbées pendant deux années de moins. Les bâtiments des conférences et de l'Assemblée générale seront rénovés en deux phases au lieu des trois prévues antérieurement. La rénovation du bâtiment des conférences doit avoir lieu de la fin 2009 à la fin 2011. Une fois les travaux terminés, le bâtiment des conférences temporaire de la pelouse nord sera réaménagé pour accueillir les réunions se déroulant normalement dans le bâtiment de l'Assemblée générale. La rénovation de ce dernier commencera fin 2011 et devrait être achevée en 2013.

55. Ainsi que l'indiquait le Secrétaire général dans son rapport sur l'incidence de l'exécution du plan-cadre d'équipement (voir A/61/300, par. 15), le Secrétariat prévoit que les installations de conférence resteront suffisantes pour couvrir l'ensemble des activités de base des organes intergouvernementaux qui, selon le calendrier des conférences et réunions, se réunissent normalement au Siège. Il y aura deux salles de moins que dans le bâtiment actuel, une grande et une de taille moyenne, perte de capacité qui sera compensée par l'utilisation plus fréquente de la salle de l'Assemblée générale comme grande salle de conférence. La nouvelle configuration offrira davantage d'espace pour des locaux annexes ou à usage de bureaux que celle précédemment prévue, de sorte que des petites salles supplémentaires seront à la disposition des États Membres durant les sessions des organes dont les réunions sont inscrites au calendrier. Cependant, pendant les rénovations, les installations de conférence n'auront qu'une capacité limitée pour accueillir les activités qui s'ajoutent aux réunions ordinaires des organes créés par la Charte et de leurs organes subsidiaires, comme les réunions ou manifestations parallèles ou les réunions de groupes régionaux; ce sera particulièrement le cas durant la rénovation du bâtiment des conférences (première phase). On trouvera à l'annexe VI des projections détaillées de la disponibilité de salles de conférence pendant la période préparatoire (juillet-octobre 2009), la période de transition (novembre 2009-février/mars 2010), la première phase (mars 2010-décembre 2011), et la deuxième phase (janvier 2012-décembre 2013).

56. Le déménagement de 750 fonctionnaires du Département dans l'immeuble Albano s'est opéré en juillet 2009 en trois étapes. Les enseignements tirés des premiers départs seront communiqués aux fonctionnaires qui déménageront plus tard dans l'année.

57. L'un des problèmes auxquels le Département devra faire face tient à ce que les fonctionnaires assurant le service des séances seront réinstallés au 300 East 42nd Street. Le bâtiment des conférences temporaire de la pelouse nord ne pouvant accueillir qu'un petit nombre d'entre eux, ils devront, pour la plupart, faire la navette entre leurs bureaux hors site et le bâtiment temporaire des conférences.

58. Le plan des opérations prévoyait le déploiement de systèmes informatisés très perfectionnés et respectueux de l'environnement pour l'ensemble des services

linguistiques relogés dans l'immeuble Albano. En outre, pendant et après le déménagement dans les locaux temporaires, le Groupe de l'assistance, du matériel et des stocks de la Section de l'informatique fournira toute une gamme de services d'appui technique, dont la création et la gestion de l'ensemble des comptes réseau et comptes Lotus Notes, l'installation des périphériques et la configuration des ordinateurs avec les logiciels standard et spécialisés, l'appui aux visioconférences et autres communications, ainsi que des services d'inventaire. Le Groupe a emménagé dans l'immeuble Albano, et la Section de l'informatique a pris des dispositions pour que ses techniciens puissent à tout moment répondre aux demandes d'assistance des fonctionnaires restés dans le bâtiment du Secrétariat ou réinstallés temporairement ailleurs et pour renforcer sa capacité de service pendant la session en cours et les sessions à venir de l'Assemblée générale. La capacité du Groupe sera très certainement mise à l'épreuve en cas d'intempéries, en particulier, car il n'a été prévu dans aucun des sites de repli ni zones de stockage pour faciliter l'accès rapide au matériel, ni bureaux pour accueillir le personnel d'appui volant. Des ressources supplémentaires permettraient de remédier en partie à cette situation, mais non d'éliminer les difficultés qu'éprouvera le Département à assurer la continuité de l'exercice de sa fonction d'appui informatique. Cependant, le Groupe de la numérisation continuera à scanner et archiver tous les documents du Département en prévision de la mise en service du progiciel de gestion des contenus dont doit être équipé le Secrétariat.

59. L'Assemblée générale voudra peut-être souligner qu'il importe que des moyens suffisants soient mis en œuvre pour assurer le succès de toutes les solutions temporaires, sous la forme notamment d'une aide au déménagement, de services informatiques et de locaux adéquats, convenablement agencés et pourvus d'éléments de confort, de sorte que les fonctionnaires du Département puissent continuer à fournir les prestations requises sans interruption pendant la durée des travaux liés à l'exécution du plan-cadre d'équipement.

V. Gestion de la documentation

60. Le Département a collaboré étroitement avec les secrétaires d'organes intergouvernementaux pour veiller à ce que les programmes de travail de ces organes tiennent compte des dates de parution des documents. Ces échanges, systématiques et pratiquement quotidiens, ont aidé à ce que les documents soient publiés bien avant la date à laquelle ils devaient être examinés, ce qui a contribué au bon fonctionnement des organes intergouvernementaux et facilité l'adaptation des dates de remise au Département et des délais de traitement des documents en fonction des modifications apportées aux programmes de travail et la prise en compte dans ces derniers des imprévus ayant une incidence sur la tenue des délais de publication. Les échanges entre le Département et les secrétariats de la Cinquième Commission et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sont décrits dans le rapport du Secrétaire général sur les mesures prises pour réduire les retards observés dans la présentation des documents devant être examinés par la Cinquième Commission (A/63/735).

61. Pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, la part des documents d'avant session remis au Département dans les délais prescrits a été de 71 % (le même chiffre que pour 2008, mais une augmentation de 11 points par rapport à celui de 2007). La part de l'ensemble de la documentation parue dans les délais prescrits,

qui était de 66 % pour 2007 et 72 % pour 2008, est passée pour les six mois considérés à 73 %.

62. Ces progrès ont été accomplis malgré qu'il a fallu traiter en urgence des documents non programmés hautement prioritaires dont beaucoup étaient relativement longs. Bien que le Département dispose en principe de quatre semaines pour le traitement des documents ne dépassant pas la longueur prescrite et soumis 10 semaines avant la session ou la réunion pertinente, il a réussi à réduire le temps de traitement pour que des documents urgents ou particulièrement longs puissent paraître à temps.

63. La question de la documentation dont la Cinquième Commission a besoin pour la deuxième partie de la reprise de sa session préoccupe particulièrement les États Membres. Le rapport du Secrétaire général (A/63/735) contient des renseignements précis sur les dispositions que le Secrétariat a prises sur la base des travaux de l'équipe spéciale interdépartementale et sur les premiers résultats obtenus, un récapitulatif des enseignements tirés de l'expérience et des recommandations sur les mesures encore à prendre. On trouvera dans le tableau ci-dessous des indications concernant les documents remis pour traitement et les documents parus à la date du début de la reprise de session, pour les années 2007 à 2009 (les données complètes figurent à l'annexe VII du présent rapport).

| | <i>2009</i> <i>(11 mai)</i> | <i>2008</i> <i>(5 mai)</i> | <i>2007</i> <i>(7 mai)</i> |
|--|--------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Nombre total de documents du Secrétariat programmés pour la deuxième partie de la reprise de la session de la Cinquième Commission | 53 | 48 | 56 |
| Nombre de documents parus au moins six semaines avant le début de la deuxième partie de la reprise de la session | 43 | 17 | 28 |
| Nombre de documents parus moins de six semaines avant le début de la deuxième partie de la reprise de la session | 10 | 31 | 28 |
| Nombre de rapports du CCQAB qui devaient être examinés durant la deuxième partie de la reprise de la session | 21 | 27 | 28 |
| Nombre de rapports du CCQAB remis pour traitement avant le début de la deuxième partie de la reprise de la session | 8 | 9 | 17 |
| Nombre de rapports du CCQAB parus avant le début de la deuxième partie de la reprise de la session | 7 | 8 | 14 |

64. Il est clair que des progrès considérables ont été accomplis en ce qui concerne les documents du Secrétariat, puisqu'à la fois le nombre et le pourcentage de documents parus dans les délais prescrits sont beaucoup plus élevés que pour les années précédentes. Comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général (A/63/735), l'équipe spéciale interdépartementale créée expressément à cet effet a atteint son objectif en réunissant tous les services auteurs et services chargés du traitement de la documentation et en les amenant à prendre des engagements, puis à en assurer le suivi, ce qui a renforcé la transparence et le respect du principe de responsabilité.

65. Pour que les progrès puissent se poursuivre, il faudrait que les documents soient soumis au Département plus ponctuellement, qu'il s'écoule suffisamment de temps entre le moment où les organes intergouvernementaux décident de nouvelles

activités et celui où les documents pertinents sont examinés, et que la longueur des documents sur les budgets et l'exécution des budgets soit maîtrisée (ces documents pouvant dépasser les normes fixées à cet égard par dérogation automatique). Les documents de cette catégorie perturbent le traitement du reste de la documentation car ils doivent être traités dans l'urgence au risque de retarder la parution d'autres documents déjà dans la filière. Le fait que les réunions du Comité consultatif et de la Cinquième Commission se suivent de près explique que les statistiques relatives au respect des délais de soumission et de parution ne soient pas aussi bonnes pour les rapports du Comité examinés par la Commission que pour ceux établis à l'intention de celle-ci par le Secrétariat.

66. Le Département a établi pour la première fois un rapport de synthèse sur la gestion de la documentation, qui couvre les quatre centres de conférence et que le Secrétaire général a transmis à tous les chefs de département. Comme le respect des délais de remise des documents est un des éléments du contrat de mission que chaque chef de département conclut avec le Secrétaire général, on peut espérer que les différents départements s'attacheront davantage à soumettre les documents à temps, ce qui se soldera par de meilleurs résultats.

67. La poursuite de l'expansion des activités du Conseil des droits de l'homme a causé des difficultés particulières. La déclaration du Président du Conseil en date du 24 septembre 2008 (PRST/9/2), par laquelle le Conseil a décidé de fixer ses propres limites, en nombre de mots et pages, pour la longueur des documents du Groupe de travail sur la procédure d'examen périodique universel, a semé une certaine confusion, une limite plus élevée se traduisant, sur le plan de la gestion des conférences, par des besoins supplémentaires imprévus.

68. Par sa décision 11/117, du 18 juin 2009, le Conseil a décidé que tous les rapports que le Groupe de travail sur la procédure d'examen périodique universel adopterait à ses quatrième et cinquième sessions seraient publiés dans toutes les langues officielles, et rappelé que le Groupe de travail était habilité à se prononcer sur l'adoption de rapports dépassant à titre exceptionnel la limite de longueur.

69. Le 24 juin 2009, le Bureau des affaires juridiques a été invité à donner son avis sur la question. Il a conclu que les règles fixées par l'Assemblée générale, y compris celles se rapportant à la longueur des documents, s'appliquaient au Conseil des droits de l'homme qui, en tant qu'organe subsidiaire, n'était pas habilité à prendre les décisions susmentionnées¹.

70. La situation s'est aggravée quand 13 documents issus de l'examen périodique universel et dépassant de loin la longueur autorisée ont été soumis à la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève bien après la date limite. La Division ayant confirmé qu'elle ne pourrait traiter ces documents à temps car elle avait à s'occuper de ceux d'autres organes intergouvernementaux dont les réunions se tiennent à Genève, le Secrétaire général adjoint au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a décidé de ne pas accorder de dérogation. Le Conseil a donc examiné et adopté les documents en se fondant sur le texte anglais uniquement; les recommandations ont toutefois été traduites dans toutes les langues officielles à la demande du Président du Conseil et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Il est clair que cette situation est très fâcheuse aussi bien pour les États Membres que pour le secrétariat du Conseil et la Division

¹ Le texte de l'avis juridique peut être obtenu sur demande.

de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève. En juillet 2009, le Secrétaire général adjoint a rencontré le Président et les membres du Bureau du Conseil des droits de l'homme, ainsi que le Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'homme. Il a appelé l'attention des membres du Bureau sur les résolutions dans lesquelles l'Assemblée générale a fixé un délai de 10 semaines pour la remise au Département des documents à traiter et réaffirmé les limites de longueur. Il a également expliqué qu'il ne s'agissait pas d'une question de moyens financiers, même si le fait que l'état des incidences financières avait été retiré lorsque la Troisième Commission avait examiné la déclaration du Président du Conseil des droits de l'homme (PRST/9/2) en octobre 2008 avait eu des conséquences directes, mais de l'impossibilité de recruter des traducteurs indépendants à brève échéance, ceux-ci établissant leur programme annuel de travail au début de chaque année. Les membres du Bureau se sont montrés très compréhensifs et ont promis de veiller à ce que les documents soient soumis à temps et la limite de longueur respectée. Le 8 juillet, après avoir rencontré les membres du Bureau, le Secrétaire général adjoint a écrit au Président du Conseil (on trouvera le texte de sa communication à l'annexe VIII).

71. Lorsque la question sera présentée à la Troisième Commission pour examen et approbation dans le courant de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, un représentant du Secrétariat donnera lecture de l'avis juridique susmentionné. L'Assemblée voudra peut-être prendre des dispositions pour que la déclaration du Président du Conseil des droits de l'homme soit alignée sur ses résolutions régissant la longueur et les délais de soumission des documents et demander qu'un état des incidences financières soit dûment présenté afin que soient prévues des ressources couvrant intégralement le coût des services de conférence supplémentaires nécessaires pour les sessions du Conseil des droits de l'homme consacrées à l'examen périodique universel.

VI. Questions relatives à la traduction et à l'interprétation

A. Transition démographique dans les services linguistiques

72. Le Département détermine quels concours de recrutement doivent être organisés en fonction des départs à la retraite prévus, d'un taux de déperdition correspondant aux mouvements imprévus de personnel et du nombre de personnes encore inscrites sur les listes de lauréats des concours précédents, pour les quatre centres de conférence. Il arrête ensuite un plan annuel avec la Section des examens et des tests (Bureau de la gestion des ressources humaines). Le nombre de concours qui peuvent être organisés dépend principalement de la capacité de la Section, qui s'occupe également des concours nationaux de recrutement et des examens d'aptitude linguistique. Avec les ressources dont elle dispose actuellement, la Section peut organiser annuellement une dizaine de concours de recrutement de linguistes. Comme le taux de vacance de postes est élevé dans les services linguistiques et que les listes de lauréats sont pratiquement épuisées, voire totalement pour certaines langues, il faudra peut-être renforcer temporairement les moyens de la Section pour que les besoins du Département puissent être satisfaits.

73. Une planification et une coordination rigoureuses ont permis de programmer 13 concours pour 2009, un nombre sans précédent. Dans la mesure du possible, plusieurs concours concernant des activités différentes mais dans la même langue sont administrés simultanément afin que les ressources soient utilisées au mieux.

74. Le programme d'ouverture du Département a évolué depuis qu'il a été créé en application de la résolution 62/225 de l'Assemblée générale. Il comporte deux grands volets : a) un programme d'ouverture aux universités, dont l'objet est, d'une part, d'offrir aux fonctionnaires en poste davantage de possibilités de suivre des formations à l'extérieur et, d'autre part, de faire connaître les carrières linguistiques qui existent à l'ONU, ainsi que les conditions à remplir pour y accéder, dans l'espoir de voir grandir le vivier mondial d'interprètes et de traducteurs de conférence qualifiés; et b) un programme de perfectionnement renforcé, destiné aux fonctionnaires des services linguistiques déjà en poste, et des stages offerts aux personnes qui ont échoué de peu à un concours; ce volet du programme a pour objet de remédier à certaines lacunes de qualification et de faciliter le transfert aux nouvelles recrues des compétences des fonctionnaires chevronnés qui partent à la retraite; il prend la forme de modules de formation interne et externe propres à répondre à des besoins précis des services linguistiques. Ces initiatives devraient s'avérer bénéfiques pour tous les centres de conférence.

75. Comme le nombre de départs à la retraite va rester élevé au cours des années à venir, il serait utile d'envisager de relever l'âge du départ obligatoire à la retraite pour les fonctionnaires des services linguistiques, voire de suspendre l'application de la règle de départ obligatoire. Il est par ailleurs envisagé de modifier la façon dont les concours sont administrés afin de mettre à profit les nouvelles technologies et méthodes. Un groupe d'experts pourrait être chargé d'évaluer l'investissement que nécessiteraient ces changements, ainsi que les gains de temps et les économies qui pourraient en résulter.

B. Traduction contractuelle et contrôle de la qualité

76. Au paragraphe 13 de la section V de sa résolution 62/225, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de doter tous les centres de conférence de personnel au niveau approprié pour assurer un contrôle suffisant de la qualité des traductions faites à l'extérieur. Dans sa résolution 63/248, elle l'a prié de lui rendre compte à sa soixante-quatrième session de l'expérience acquise en matière de contrôle de la qualité des travaux de traduction contractuelle, des enseignements qui en ont été tirés et des pratiques optimales qui s'en sont dégagées, en indiquant notamment le nombre et la classe des fonctionnaires nécessaires pour exercer ce contrôle.

77. Comme indiqué précédemment, les services ont certes pris rapidement les dispositions voulues en vue de la publication des avis de vacance de poste; toutefois, ce n'est qu'à présent que l'effet de la création de sept postes au Siège se fait pleinement sentir, du fait que les services de traduction ont des taux de vacance élevés et que, lorsque des candidats internes ont été promus aux postes P-5, des postes sont devenus vacants aux classes inférieures.

78. Le contrôle de la qualité et la révision sont des fonctions confiées à des réviseurs hors classe. Pour répondre à la demande de l'Assemblée générale, le Secrétaire général propose que cinq postes des services de traduction de l'Office des

Nations Unies à Vienne soient reclassés de P-4 à P-5. Cette mesure ne fera pas grimper les coûts, et permettra peut-être même de les réduire puisque l'augmentation des dépenses de personnel sera compensée par des économies réalisées grâce à l'accroissement du nombre de pages traduites à l'extérieur. Les réviseurs hors classe seront, entre autres, chargés de la révision et du contrôle de la qualité, de la gestion des outils terminologiques et du perfectionnement des traducteurs externes. La création de postes de réviseur hors classe aidera l'Office des Nations Unies à Vienne à atteindre un de ses grands objectifs programmatiques, qui est de recourir davantage à l'externalisation et permettra d'aligner la classe des postes sur le niveau des compétences exigées des titulaires et le niveau de leurs prestations. Au cours de l'exercice 2008-2009, l'Office a déjà commencé à mettre en œuvre la nouvelle méthode de contrôle de la qualité en prenant à titre temporaire des mesures semblables à celles prises ailleurs dans le Département, mais plus systématiques, telles que le recrutement d'anciens réviseurs hors classe ou l'affectation de fonctionnaires de la classe P-4 au contrôle de la qualité.

79. Une expérience abondante a été acquise en ce qui concerne d'autres méthodes nouvelles. Ainsi, à l'Office des Nations Unies à Vienne, les groupes de traitement de texte ont été chargés de relire des traductions faites à l'extérieur en s'aidant d'une liste de contrôle pour en vérifier la complétude. Cette formule s'est avérée utile et mérite d'être étudiée plus avant.

80. Le Département a continué de s'attacher à améliorer la gestion des fichiers communs d'indépendants, en particulier pour la traduction contractuelle. Des critères uniformes pour l'inscription des traducteurs et opérateurs de traitement de texte dans le fichier commun, ainsi que pour leur évaluation et leur radiation, ont été adoptés à la réunion de coordination de juin 2009, et les fonctionnaires chargés du contrôle de la qualité utilisent désormais une formule normalisée disponible sous forme électronique pour consigner les résultats de leurs évaluations.

C. Incidence du recrutement d'interprètes indépendants sur la qualité des services d'interprétation dans tous les centres de conférence

1. Siège de l'ONU

81. L'augmentation du nombre de réunions tenues à New York s'est traduite par une augmentation correspondante du nombre d'interprètes indépendants engagés par le Service d'interprétation. Le nombre d'interprètes disponibles sur les marchés local et international est limité et ne cesse de diminuer. Comme les tarifs auxquels les interprètes indépendants sont rémunérés sur le marché nord-américain ne sont pas concurrentiels, il est de plus en plus difficile d'atteindre l'objectif qui consiste à élargir la réserve d'interprètes indépendants locaux. La concurrence étant très forte entre les organisations internationales, ainsi qu'entre les différents centres de conférence, il arrive qu'il faille, pour satisfaire les besoins, recruter des interprètes dont le travail n'est pas vraiment du niveau optimal.

82. En règle générale, le Service d'interprétation fait du niveau de compétence des interprètes indépendants et de la qualité de leur travail le critère de recrutement prépondérant. Aussi évalue-t-il le travail de ces interprètes afin de les répartir en quatre catégories correspondant à des niveaux de qualité décroissants. L'ordre de

recrutement est fonction de la catégorie. Toutefois, comme le nombre total d'interprètes est limité et que la concurrence est vive, il arrive que les interprètes de la catégorie I soient tous occupés ailleurs au moment où leurs services sont nécessaires, ce qui contraint le Service à faire appel à des interprètes moins bien classés. Le souci d'économie amène le Service à recruter des interprètes indépendants locaux et à envisager de mettre à contribution d'autres centres de conférence avant de recruter sur le marché international. Toutefois, comme il n'y a pas sur le marché local d'interprètes ayant le français comme langue cible et le russe comme langue source, le Service n'a d'autre choix que de recruter sur le marché international pour cette combinaison linguistique.

2. Office des Nations Unies à Genève

83. À Genève, bien que la plupart des interprètes indépendants donnent satisfaction, des problèmes de qualité se posent de temps en temps. Comme la plupart des organisations internationales sises à Genève sont à même de planifier le recrutement d'interprètes indépendants un an avant leur conférence générale annuelle, elles écrèment le marché. Certaines affichent aussi sur leur site Web un avis dégageant la responsabilité des interprètes. Le Service d'interprétation de l'Office des Nations Unies à Genève ne peut faire face à pareille concurrence. En outre, vu la diversité des employeurs possibles, les interprètes indépendants ont tout loisir de choisir leurs missions.

84. Étant donné la proportion élevée de réunions qui sont annulées, le Service d'interprétation recrute les indépendants le plus tard possible pour éviter de gaspiller ses ressources. Les sessions d'urgence du Conseil des droits de l'homme l'amènent aussi à chercher désespérément, à la dernière minute, des interprètes indépendants disponibles. Comme il faut beaucoup d'interprètes ayant l'anglais ou le français comme langue cible et le russe comme langue source pour les réunions de la Commission économique pour l'Europe, par exemple, il est impossible d'appliquer strictement les normes de qualité.

3. Office des Nations Unies à Vienne

85. L'Office des Nations Unies à Vienne bénéficie des services d'interprètes indépendants dont la plupart sont excellents et appartiennent à l'Association internationale des interprètes de conférence (AIIC). Il est en contact avec des universités et des établissements d'enseignement des langues et compte que grâce à cette action de proximité, la réserve d'interprètes sur lesquels il peut compter grandira à moyen ou long terme.

4. Office des Nations Unies à Nairobi

86. L'Office des Nations Unies à Nairobi continue de faire appel à des interprètes indépendants pour une part importante des réunions car l'équipe interne compte peu de postes et le taux de vacance est élevé. Il est à noter toutefois que depuis le début de 2009, deux postes ont été pourvus et que quatre autres devraient l'être dans le courant du second semestre. Par souci de qualité, il fait appel à des membres de l'AIIC, ainsi qu'à d'autres interprètes qui ont donné satisfaction. L'Office s'attache à recruter des interprètes qui ont l'expérience des sujets traités lors des réunions, en particulier lorsqu'il s'agit de sujets très techniques. Il a par ailleurs institué un test de sélection des interprètes indépendants, ce qui lui permet de garantir un niveau minimum de qualité. Il a utilisé à plein le système des détachements entre centres de

conférence, si bien que de nombreux interprètes prêtés par d'autres centres, principalement l'Office des Nations Unies à Genève, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et l'Office des Nations Unies à Vienne, sont venus desservir des réunions à Nairobi. Bref, l'Office des Nations Unies à Nairobi met tout en œuvre pour que le recrutement d'interprètes indépendants nuise le moins possible à la qualité de l'interprétation, voire même contribue à la rehausser.

D. Vacances de postes actuelles et futures à l'Office des Nations Unies à Nairobi

87. L'Office des Nations Unies à Nairobi continue d'envisager tous les moyens de pourvoir les postes vacants, tirant tout le parti possible des listes de lauréats de concours, des mutations et de Galaxy. À terme, la Division des services de conférence voudrait que certains postes d'interprète et de traducteur soient reclassés, dans le cadre de la mise en œuvre des résultats de l'étude sur l'égalité de classement des postes comportant des fonctions équivalentes, afin que davantage d'interprètes et de traducteurs soient tentés de venir travailler à Nairobi et d'y rester. En attendant, la transformation en postes financés sur le budget ordinaire des postes d'administrateur encore financés au moyen de fonds extrabudgétaires est proposée dans le projet de budget pour 2010-2011.

88. L'Office continue d'offrir une formation en cours d'emploi à des traducteurs et interprètes débutants qui n'ont pas encore passé le concours de l'ONU et qu'il recrute pour des périodes de 11 mois pour compenser le taux élevé de vacance de postes. La direction de la Division des services de conférence contacte des traducteurs et interprètes du monde entier pour savoir s'ils seraient intéressés par des contrats à Nairobi. Ces démarches ont donné quelques résultats. En outre, l'Office est en train d'élaborer une stratégie de promotion du centre de conférence dans son ensemble.

89. Afin qu'une solution à long terme puisse être trouvée au problème des taux de vacance de postes élevés qu'enregistrent les services linguistiques de l'Office, un consultant a été chargé d'examiner la possibilité que des programmes de formation renforcés soient organisés à l'intention d'Africains susceptibles de devenir traducteur ou interprète professionnel. Comme suite aux recommandations du consultant, le Département et l'Office ont organisé à Nairobi, en février 2009, une conférence des principales parties prenantes (représentants des universités, des organisations internationales, des pouvoirs publics et des traducteurs et interprètes indépendants). Un consensus s'est dégagé sur la voie à suivre, les institutions de l'Union européenne qui étaient représentées ont offert un appui dans le domaine de la formation et la Banque africaine de développement s'est engagée à trouver des fonds suffisants pour le projet. Une deuxième réunion, à laquelle la Banque africaine de développement a fait le point sur la mobilisation des ressources, s'est tenue à Tunis en juillet. Par ailleurs, des universités africaines s'efforcent de mettre au point une démarche commune pour la création d'un programme de maîtrise dans chacune d'entre elles. Ce programme sera inauguré à l'Université de Nairobi, en septembre 2009.

VII. Observations finales

90. Dans la note accompagnant son rapport sur la gestion de la documentation en 2008, le Secrétaire général a souligné à l'intention de tous les chefs de département que les États Membres demeurent préoccupés par le fait qu'une forte proportion des documents sont remis en retard pour traitement, ce qui nuit au fonctionnement des organes intergouvernementaux. Il a également rappelé aux chefs de département qu'il est de la responsabilité de tous les départements de soumettre au moins 90 % de leurs documents avant la date limite. L'Assemblée générale voudra peut-être demander aux auteurs de documents émanant d'entités extérieures au Secrétariat de respecter les délais de soumission et la limite de longueur.

91. Au cours de la période considérée, la gestion des conférences a continué de s'améliorer grâce aux efforts déployés dans les domaines de la gestion intégrée des services de conférence à l'échelle mondiale, de la gestion active de la documentation et de la planification et de la gestion des réunions. Les activités continuent de se ressentir de facteurs externes indépendants de la volonté du Département : insuffisance des moyens disponibles pour accélérer le recrutement et la formation d'une nouvelle génération d'agents des services linguistiques, mise en œuvre du plan-cadre d'équipement, et imprévisibilité des processus intergouvernementaux pour lesquels des services doivent être fournis. Le Département espère que des initiatives telles que les projets relatifs au système intégré de gestion des conférences et la création du Groupe du suivi, de l'évaluation, de la gestion des risques et des contrôles statistiques déboucheront sur de nouvelles améliorations des systèmes et des procédures de gestion des conférences pour les années à venir.

Annexe I

Grille de mesure des résultats de 2008

1. Indicateurs financiers

- Part du budget affectée aux services de conférence : 14,5 %
- Coût unitaire des produits et prestations :
 - a) Une page de document dans les six langues :
 - i) Document d'avant – ou après – session :
New York : 2 473 dollars; Genève : 1 694 dollars; Vienne : 1 450 dollars; Nairobi : 1 443 dollars
 - ii) Document de session :
New York : 2 331 dollars; Genève : 1 511 dollars; Vienne : 1 450 dollars; Nairobi : 1 443 dollars
 - b) Une séance avec services d'interprétation dans les six langues et services d'appui :
New York : 12 035 dollars; Genève : 12 308 dollars; Vienne : 14 389 dollars; Nairobi : 11 598 dollars
 - c) Une séance avec services d'interprétation dans les six langues, services d'appui et comptes rendus analytiques en trois langues (anglais, espagnol et français) :
New York : 23 032 dollars; Genève : 25 095 dollars; Vienne : 27 610 dollars; Nairobi : sans objet
 - d) Une séance avec services d'interprétation dans les six langues, services d'appui et comptes rendus analytiques dans les six langues :
New York : 32 427 dollars; Genève : 31 862 dollars; Vienne : 40 809 dollars; Nairobi : 31 409 dollars
 - e) Une séance avec services d'interprétation dans les six langues, services d'appui et procès-verbaux dans les six langues :
New York : 48 010 dollars; Genève, Vienne et Nairobi : sans objet

2. Indicateurs de la qualité des prestations

- Résultats des enquêtes sur la satisfaction des usagers, visant à recueillir des données pour le calcul des indicateurs de résultats définis dans le cadre stratégique (pourcentage des sondés se déclarant satisfaits de produits ou prestations déterminés)

Le questionnaire d'enquête auprès des usagers des services de conférence, utilisé pour la première fois en 2004, a été distribué aux représentants des États Membres au cours de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, lors de séances plénières et de séances des grandes commissions. Les réponses à ce questionnaire, établi dans les six langues officielles et disponible sur le site

<http://emeets.un.org> ont servi à calculer les indicateurs de résultats définis dans le plan-programme biennal pour 2008-2009.

Le taux de réponse à l'enquête de 2008 a été de 27 %. Les huit questions posées concernaient la qualité des services fournis par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. Il était aussi demandé aux sondés d'émettre des suggestions sur les moyens d'améliorer la qualité des prestations. Celle-ci a été jugée excellente ou bonne par 86 % des sondés, passable par 12 % d'entre eux et mauvaise ou très mauvaise par moins de 3 %. Les suggestions émises ont porté sur l'amélioration de la qualité de l'interprétation, des délais de parution des documents et de la qualité de la traduction.

- En 2008, le Département a organisé, à l'intention des États Membres, deux séries de réunions d'information consacrées à la qualité des services linguistiques, qui ont eu lieu au Siège du 2 au 10 juin et du 3 au 7 octobre. Un compte rendu de ces réunions est conservé dans les archives du Secrétariat et peut être consulté.
- Rapports sur les retours d'information (réclamations, félicitations et autres) reçus notamment des États Membres et des départements auteurs.

Le Département continue de tenir à jour une base de données de suivi des observations ponctuelles formulées par des États Membres, des présidents d'organes, des fonctionnaires ou d'autres clients, concernant la qualité de ses prestations. Qu'ils soient communiqués par téléphone, par courrier électronique, de vive voix ou par lettre, ces commentaires sont regroupés, notamment pour permettre un suivi des mesures prises en réponse aux réclamations. En 2008, la base de données a enregistré 46 messages de félicitation et 17 réclamations. Tous les problèmes soulevés dans les réponses à l'enquête de 2008 ont été dûment traités par les services compétents du Département.

3. Indicateurs de respect des échéances (documentation)

- Pourcentage des documents d'avant session soumis à temps par leurs auteurs et respectant le nombre de mots maximum qui ont été publiés dans les délais prescrits :
New York : 82 %; Genève : 34 %; Vienne : 43 %; Nairobi : 100 %
- Pourcentage de l'ensemble des documents d'avant session publiés moins d'une semaine avant la date prévue pour leur examen :
New York : 11 %; Genève : 28 %; Vienne : 13 %; Nairobi : 18 %
- Pourcentage de tous les documents d'avant session publiés dans les délais prescrits :
New York : 60 %; Genève : 11 %; Vienne : 44 %; Nairobi : 64 %

4. Indicateurs de productivité

- Productivité des services de traduction : nombre de mots traduits par fonctionnaire et par jour :
New York : 1 560; Genève : 1 465; Vienne : 1 621; Nairobi : 1 716

- Productivité des services d'édition : volume édité par fonctionnaire et par jour, en nombre de mots :
New York : 7 040^a; Genève : 4 196; Vienne : 3 434; Nairobi : 4 896
- Productivité des services de traitement de texte : volume traité par fonctionnaire et par jour, en nombre de mots :
New York : 7 957; Genève : 4 288; Vienne : 5 033; Nairobi : 4 112

5. Indicateurs de gestion des séances

- Pourcentage des réunions de groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres ayant bénéficié de services d'interprétation :
New York : 83 %; Genève : 74 %; Vienne : 0 %^b; Nairobi : 100 %
- Pourcentage de séances tenues par rapport au nombre de séances prévues :
Toutes séances :
New York : 90 %; Genève : 90 %; Vienne : 103 %; Nairobi : 94 %
Séances avec services d'interprétation :
New York : 109 %; Genève : 89 %; Vienne : 92 %; Nairobi : 91 %
Séances sans services d'interprétation :
New York : 82 %; Genève : 90 %; Vienne : 106 %; Nairobi : 95 %

6. Statistiques relatives aux ressources humaines du Département

- Taux de vacance de postes dans les principales unités fonctionnelles

| | Siège | | Office des Nations Unies à Genève | | Office des Nations Unies à Vienne | | Office des Nations Unies à Nairobi | |
|---|------------------|-------------|-----------------------------------|-------------|-----------------------------------|-------------|------------------------------------|-------------|
| | Nombre de postes | Pourcentage | Nombre de postes | Pourcentage | Nombre de postes | Pourcentage | Nombre de postes | Pourcentage |
| Services d'interprétation | 9 | 7 | 3 | 3 | 6 | 23 | 9 | 45 |
| Services de traduction | 26 | 8 | 9 | 5 | 6 | 16 | 7 | 30 |
| Groupes de traitement de texte | 8 | 4 | 0 | 0 | 2 | 7 | 2 | 9 |
| Services de contrôle de la rédaction et d'édition des documents officiels | 4 | 4 | 1 | 2 | 1 | 20 | | |
| Service de la rédaction des procès-verbaux de séance | 1 | 2 | s.o. | | s.o. | | s.o. | |

^a Productivité des services d'édition : l'écart par rapport aux chiffres de 2007 s'explique par un changement de méthode de calcul; les charges de travail individuelles et les volumes produits sont restés inchangés.

^b Aucun service d'interprétation n'a été fourni pour les réunions des groupes régionaux en raison de la situation particulière de Vienne, qui ne dispose que d'une seule équipe d'interprètes; cependant, les demandes de réunions présentées par des groupes régionaux (385 au total) ont été satisfaisantes à 100 %.

- Démissions, départs à la retraite anticipés, mutations à des postes non linguistiques, etc.

| | <i>Siège</i> | <i>Office des Nations Unies à Genève</i> | <i>Office des Nations Unies à Vienne</i> | <i>Office des Nations Unies à Nairobi</i> |
|---|--------------|--|--|---|
| Mutations latérales sans changement de lieu d'affectation | 2 | 13 | 4 | 3 |
| Mutations latérales dans un autre lieu d'affectation | 26 | 1 | | 5 |
| Promotions : | | | | |
| Sans changement de lieu d'affectation | 1 | 10 | | |
| Dans un autre lieu d'affectation | – | 3 | | 2 |
| Mutations dans une autre organisation appliquant le régime commun | 3 | 1 | | 1 |
| Départs à la retraite anticipés | 2 | | | 1 |
| Démissions | 15 | 1 | 1 | 1 |
| Renvoi sans préavis | 1 | | | |
| Invalidité | 1 | 1 | | |
| Décès | 1 | | | |

- Formation : taux d'utilisation des fonds alloués à la formation, coût de la formation et nombre de bénéficiaires au 31 décembre 2008

| | <i>Siège</i> | <i>Office des Nations Unies à Genève</i> | <i>Office des Nations Unies à Vienne</i> | <i>Office des Nations Unies à Nairobi</i> | <i>Tous lieux d'affectation</i> |
|---|--------------|--|--|---|---------------------------------|
| Taux d'utilisation des fonds alloués à la formation | 100 | | 103,5 | 100 | 100 |
| Coût de la formation | 187 326 | 97 34 | 32 204 | 25 482 | 342 358 |
| Nombre de bénéficiaires | 392 | | 42 | 93 | 621 |

Annexe II

Organes ayant demandé à se réunir pendant la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale et informations statistiques connexes

A. Demandes

1. Comité des relations avec le pays hôte

Lettre du Secrétaire du Comité, datée du 17 juin 2009

Comme les années précédentes, j'ai l'honneur de demander par la présente que le Comité des relations avec le pays hôte soit autorisé à se réunir au Siège durant la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale.

Cette demande se fonde sur le mandat défini par l'Assemblée générale dans sa résolution 2819 (XXVI), qui autorise le Comité à se réunir périodiquement pendant l'année ou lorsque le besoin s'en fait sentir. Depuis sa création en 1971, le Comité s'est toujours réuni durant les sessions ordinaires de l'Assemblée générale afin, notamment, d'examiner les difficultés rencontrées par des délégations d'États Membres, et de mettre la dernière main au rapport annuel qu'il doit présenter à l'Assemblée.

Dans sa résolution 63/130, l'Assemblée générale a affirmé que le Comité des relations avec le pays hôte devait être en mesure de s'acquitter de son mandat et de se réunir avec un préavis très court pour examiner d'urgence les questions importantes soulevées par les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le pays hôte, et elle a prié à cet égard le Secrétariat et le Comité des conférences d'accorder la priorité aux demandes de services de conférence que le Comité leur présente pour siéger en même temps que l'Assemblée et ses grandes commissions, sans préjudice des besoins de celles-ci et en fonction des moyens disponibles. Elle a également prié le Comité de poursuivre ses travaux ainsi que le prévoit la résolution 2819 (XXVI) et de lui en rendre compte à sa soixante-quatrième session.

Compte tenu de la nature de ces travaux et des besoins effectifs des années antérieures, il n'y a lieu de réserver des salles et des services de conférence que pour deux ou trois séances.

2. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

Lettre du Président du Comité, datée du 15 juin 2009

Comme vous le savez, l'Assemblée générale, dans sa résolution 63/26, a de nouveau prié le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien de continuer à suivre l'évolution de la situation concernant la question de Palestine et d'en rendre compte, en formulant des suggestions, à elle-même, au Conseil de sécurité ou au Secrétaire général, selon qu'il conviendra. Dans la même résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de continuer à fournir au Comité tous les moyens dont il a besoin pour s'acquitter de ses tâches.

N'ayant aucune prise sur les événements qui l'intéressent, le Comité peut être appelé à se réunir n'importe quand dans l'année, si la situation l'exige. Il estime qu'à en juger par le passé, il pourrait être amené à se réunir environ trois fois au

cours de la session de l'Assemblée générale, sans compter la réunion solennelle qui doit être organisée pour célébrer la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, prévue chaque année au calendrier des conférences et réunions.

En ce qui concerne la documentation destinée à l'Assemblée générale, le Comité présente son rapport annuel (Supplément n° 35) au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Question de Palestine ». Il adopte généralement ce rapport au début du mois d'octobre, après quoi il est soumis aux services de traitement.

Je demande donc que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien soit autorisé à se réunir pendant la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, selon les besoins, pour pouvoir s'acquitter de l'important mandat que celle-ci lui a confié.

3. Commission du désarmement

Mémorandum du Secrétaire de la Commission du désarmement, daté du 7 juillet 2009

Nous vous serions fort obligés de bien vouloir demander au Comité des conférences d'approuver, par dérogation au paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, la tenue d'une session d'organisation de la Commission du désarmement en novembre 2009, pour le cas où celle-ci aurait besoin de se réunir comme elle a coutume de le faire en pareille période.

La tenue de la session d'organisation de la Commission au cours de la session de l'Assemblée générale se justifie tant par des raisons pratiques d'ordre politique que par des raisons tenant aux participants. En effet, la Première Commission et la Commission du désarmement s'occupent toutes deux de questions touchant le désarmement, et les États Membres participants sont représentés par les mêmes délégations, dont près de la moitié viennent de la Conférence du désarmement qui a son siège à Genève.

La participation des ambassadeurs spécialistes des questions de désarmement aux travaux de la Première Commission offre une occasion exceptionnelle d'examiner et de résoudre non seulement les questions d'organisation, mais aussi les questions de fond qui requièrent une connaissance approfondie du mécanisme de désarmement international et des questions traitées dans ce cadre.

Il va sans dire qu'une session d'organisation d'un après-midi ne mettra guère à contribution les services de conférence.

4. Conseil exécutif de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

Mémorandum de l'administrateur chargé du secrétariat du Conseil exécutif, daté du 19 juin 2009

Le Conseil exécutif de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) a tenu sa sixième session au Siège de l'ONU le 23 avril 2009. À cette occasion, il a décidé qu'il lui faudrait reprendre sa session en octobre pour examiner où en était le recrutement du nouveau directeur de l'Institut.

Nous nous vous serions fort obligés de bien vouloir demander au Comité des conférences d'autoriser, par dérogation au paragraphe 7 de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, le Conseil exécutif à reprendre sa sixième session les 1^{er} et 2 octobre 2009, de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures.

5. Conseil d'administration de l'UNICEF

Mémorandum du Secrétaire du Conseil d'administration de l'UNICEF, daté du 16 juin 2009

Nous vous serions fort obligés de bien vouloir demander au Comité des conférences d'autoriser, par dérogation au paragraphe 7 de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration de l'UNICEF à se réunir du 14 au 17 septembre 2009.

Le Conseil d'administration tient habituellement trois sessions par an : une première session ordinaire en janvier; une session annuelle en juin; et une seconde session ordinaire en septembre. Il nous faut aussi garder à l'esprit que le calendrier de ces réunions doit être coordonné avec celui des sessions du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population.

Compte tenu des dates de la session annuelle et du temps nécessaire pour rédiger, traduire et distribuer les documents, la seconde session ordinaire ne peut avoir lieu avant septembre; elle ne peut pas non plus se tenir plus tard à cause de la session de l'Assemblée générale. Nous avons tenu compte des autres réunions prévues pour septembre avant de proposer les dates susmentionnées.

6. Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Mémorandum du Secrétaire du Groupe de travail, daté du 15 juin 2009

Par sa résolution 63/91 (par. 5), l'Assemblée générale a décidé de rendre hommage au travail de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à l'occasion du soixantième anniversaire de sa création, lors d'une réunion de haut niveau devant se tenir le 1^{er} octobre 2009, soit pendant sa soixante-quatrième session, et a encouragé les États Membres à se faire représenter à cette réunion au niveau ministériel.

Un projet de décision élaboré à la suite d'une concertation approfondie des membres de l'Assemblée générale sera prochainement présenté à celle-ci; si ce projet est adopté, la réunion de haut niveau consacrée à un hommage à l'UNRWA aura lieu le 24 septembre 2009 à 10 heures dans la salle du Conseil de tutelle.

Nous vous serions donc obligés de bien vouloir appeler l'attention du Comité des conférences sur ce projet de décision et de le prier d'accepter que la date de la réunion de haut niveau soit avancée à la première semaine de la soixante-quatrième session de l'Assemblée.

B. Statistiques

Le tableau ci-après porte sur les réunions tenues avec les services d'interprétation au cours de la partie principale de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale.

| <i>Organe</i> | <i>Nombre de séances</i> | <i>Nombre de minutes perdues</i> | | |
|--|--------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------|
| | | <i>Séances ouvertes en retard</i> | <i>Séances levées avant l'heure</i> | <i>Total</i> |
| Comité des relations avec le pays hôte | 1 | 15 | 130 | 145 |
| Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien | 3 | 30 | 175 | 205 |
| Commission du désarmement | – | – | – | – |
| Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population | 1 | 45 | 50 | 95 |
| Conseil exécutif de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme | 1 | 20 | 15 | 35 |
| Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés | – | – | – | – |
| Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient | – | – | – | – |
| Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit | 6 | 170 | 100 | 270 |
| Conseil d'administration de l'UNICEF | 6 | 70 | 455 | 525 |

Annexe III

Statistiques relatives aux réunions d'un échantillon d'organes

- A Nombre de séances programmées par un organe donné pour une session
- B Nombre de séances additionnelles tenues durant la session
- C Nombre de séances annulées pendant la session
- D Nombre de séances effectivement tenues
- E Nombre de cas où les services prévus ont pu être réaffectés à d'autres organes
- F Temps perdu du fait que les séances ont commencé en retard ou ont été écourtées (heures et minutes arrondies aux cinq minutes les plus proches, par exemple : 5.25 = 5 heures et 25 minutes)
- RS Ratio de séances, c'est-à-dire le pourcentage de séances effectivement tenues par rapport au nombre de séances réservé à un organe donné (rapport D / A en pourcentage)
- IFP Indice de fiabilité de la planification, à savoir le nombre de séances programmées, diminué du nombre de séances additionnelles et de séances annulées, en pourcentage du nombre total de séances programmées (A moins B moins C en pourcentage de A)
- TU Taux d'utilisation, soit le pourcentage des services de conférence mis à sa disposition que l'organe a utilisés effectivement. Le taux d'utilisation est calculé comme suit :

$$\frac{(A + B) - (C - E) - (F/3)}{(A+B)} = TU$$

Pour ce calcul, on convertit le nombre total d'heures et de minutes perdues du fait que les séances ont commencé plus tard ou fini plus tôt que prévu en l'équivalent de séances perdues en divisant le total par trois, puisque la durée normale d'une séance est de trois heures. Le nombre de cas où les services prévus ont été réaffectés à d'autres organes est soustrait du nombre de séances annulées. La différence entre les deux est ajoutée au nombre de séances perdues, et la somme est soustraite du total des séances prévues et des séances additionnelles tenues. Le résultat est exprimé en pourcentage du total des séances prévues et des séances additionnelles tenues.

- ICp Indice de conformité aux délais de publication : pourcentage de documents d'avant session publiés conformément à la règle des six semaines, et pourcentage de documents publiés au moins quatre semaines avant le début de la session
- ID Indice de disponibilité : proportion des documents prévus pour une session publiés, pour chaque semaine précédant la session
- s.o. Sans objet
- * Nombre de cas où les services ont été réaffectés au profit d'un organe apparenté

** Taux d'utilisation obtenu si l'on ne déduit du nombre de séances annulées que le nombre de réaffectations au profit d'un organe apparenté

Les statistiques ont été établies suivant la méthode adoptée par le Comité des conférences à sa 348^e séance, le 18 mai 1993.

Comme le Comité des conférences l'a demandé à sa session de fond de 1999, les taux d'utilisation relevés pour les sessions des organes compris dans l'échantillon sont indiqués pour les trois dernières années. Les sessions sont classées, pour chaque centre de conférence, dans l'ordre décroissant des taux d'utilisation enregistrés pour l'année la plus récente (2008 en l'occurrence).

A. New York

| | A | B | C | D | E | * | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | ** Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | | |
|--|-----|---|----|----|---|------|------------------------|-----------|------------|-----------|------------|----------|----------|---|----|----|----|----|----|----|
| | | | | | | | | | | | | 6 | 4 | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | |
| | | | | | | | | | | | | semaines | semaines | | | | | | | |
| Deuxième session ordinaire du Conseil de l'UNICEF | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15-17 septembre 2008 | 6 | - | - | 6 | - | s.o. | 0.15/0.00 | 100 | 100 | 99 | s.o. | 15 | 47 | 80 | 15 | 18 | 12 | - | - | 8 |
| 4-7 septembre 2007 | 6 | 1 | - | 7 | - | s.o. | 0.25/0.15 | 117 | 83 | 97 | s.o. | 40 | 41 | 87 | 28 | 18 | - | 5 | 8 | 0 |
| 6-8 septembre 2006 | 6 | - | - | 6 | - | s.o. | 0.15/3.25 | 100 | 100 | 80 | s.o. | 220 | 11 | 88 | 47 | 30 | 4 | 6 | 2 | 0 |
| Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 février- 25 avril 2008 | 100 | 2 | 4 | 98 | - | s.o. | 9.25/5.50 | 98 | 94 | 91 | s.o. | 915 | s.o. | | | | | | | |
| 6 février-27 avril 2007 | 113 | - | 14 | 99 | 2 | s.o. | 10.05/21.55 | 88 | 88 | 80 | s.o. | 1 920 | s.o. | | | | | | | |
| 14 février-13 avril 2006 | 86 | - | 8 | 78 | 1 | s.o. | 3.20/23.40 | 91 | 91 | 81 | s.o. | 1 620 | s.o. | | | | | | | |
| Première session ordinaire du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 21-24 janvier 2008 | 8 | - | - | 8 | - | s.o. | 2.15/0.15 | 100 | 100 | 90 | s.o. | 150 | 29 | 58 | 24 | 5 | 10 | 14 | 18 | 0 |
| 22-26 janvier 2007 | 8 | - | - | 8 | - | s.o. | 1.35/2.30 | 100 | 100 | 83 | s.o. | 245 | 25 | 45 | 10 | 10 | 5 | - | 25 | 25 |
| 24-27 janvier 2006 | 8 | - | - | 8 | - | s.o. | 2.25/ | 100 | 100 | 90 | s.o. | 145 | 24 | 78 | 30 | 24 | - | 6 | 11 | 5 |
| Assemblée générale, Sixième Commission | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soixante-troisième session, 2008 | 28 | - | 2 | 26 | 2 | s.o. | 3.25/5.30 | 93 | 93 | 89 | s.o. | 535 | 85 | 100 | - | 15 | - | - | - | - |
| Soixante-deuxième session, 2007 | 33 | 2 | 3 | 32 | 3 | s.o. | 3.20/3.55 | 97 | 85 | 93 | s.o. | 435 | 92 | 92 | - | - | - | 8 | - | - |
| Soixante et unième session, 2006 | 27 | 4 | 6 | 25 | 4 | s.o. | 3.15/1.50 | 93 | 63 | 88 | s.o. | 305 | 50 | 60 | - | 10 | 10 | - | 10 | 20 |
| Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) – Groupe de travail sur l'arbitrage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante-huitième session, 4-8 février 2008 | 10 | - | - | 10 | - | s.o. | 3.15/0.00 | 100 | 100 | 89 | s.o. | 195 | 50 | 50 | - | - | - | - | 50 | - |
| Quarante-sixième session, 5-9 février 2007 | 10 | - | - | 10 | - | s.o. | 3.05/0.15 | 100 | 100 | 89 | s.o. | 200 | 25 | 25 | - | - | - | 50 | 25 | - |
| Quarante-quatrième session, 23-27 janvier 2006 | 10 | - | 1 | 9 | - | s.o. | 1.30/2.00 | 90 | 90 | 78 | s.o. | 210 | - | 50 | - | 50 | - | 38 | - | 13 |
| Assemblée générale, Cinquième Commission Reprise de la soixante-deuxième session | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3-28 mars 2008 | 38 | - | 2 | 36 | 2 | 2 | 10.20/7.00 | 95 | 95 | 85 | 85 | 1 040 | - | - | - | - | - | 17 | 17 | 66 |

| | A | B | C | D | E | * | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | ** Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | | |
|---|-----|---|----|-----|----|------|------------------------|-----------|------------|-----------|------------|----------|----------|---|----|----|----|----|----|----|
| | | | | | | | | | | | | 6 | 4 | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | |
| | | | | | | | | | | | | semaines | semaines | | | | | | | |
| 5-30 mai 2008 | 38 | – | 2 | 36 | 2 | 2 | 8.25/3.50 | 95 | 95 | 89 | 89 | 735 | 36 | 44 | 2 | 6 | 4 | 2 | 15 | 35 |
| Reprise de la soixante et unième session | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5-30 mars 2007 | 40 | 2 | 5 | 37 | 5 | 5 | 10.25/4.40 | 93 | 83 | 88 | 88 | 905 | 9 | 9 | – | – | – | – | 8 | 83 |
| 7 mai-8 juin 2007 | 48 | – | 3 | 45 | 3 | 3 | 16.15/6.55 | 94 | 94 | 84 | 84 | 1 390 | 50 | 57 | 4 | 3 | 5 | 13 | 11 | 14 |
| Reprise de la soixantième session | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6-31 mars 2006 | 40 | – | 5 | 35 | 5 | 4 | 9.55/1.55 | 88 | 88 | 90 | 88 | 710 | – | 17 | – | 17 | 17 | 17 | 33 | 16 |
| 22 mai-30 juin 2006 | 57 | – | 7 | 50 | 7 | 7 | 15.05/9.25 | 88 | 88 | 86 | 86 | 1 470 | 65 | 78 | 11 | 2 | 3 | 2 | – | 17 |
| Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 septembre-19 décembre 2008 | 151 | – | 8 | 143 | 2 | s.o. | 13.35/26.30 | 95 | 95 | 87 | s.o. | 2 405 | s.o. | | | | | | | |
| 4 septembre-21 décembre 2007 | 151 | – | 21 | 130 | 11 | s.o. | 13.15/55.10 | 86 | 86 | 78 | s.o. | 4 105 | s.o. | | | | | | | |
| 5 septembre-22 décembre 2006 | 153 | – | 24 | 129 | 7 | s.o. | 7.55/46.3 | 84 | 84 | 77 | s.o. | 3 265 | s.o. | | | | | | | |
| Assemblée générale, Cinquième Commission | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| soixante-troisième session, 2008 | 111 | 4 | 14 | 101 | 11 | 11 | 27.40/9.45 | 91 | 84 | 87 | 87 | 2 245 | 24 | 42 | 9 | 9 | 6 | 10 | 12 | 30 |
| Soixante-deuxième session, 2007 | 103 | 4 | 9 | 98 | 8 | 8 | 24.30/13.45 | 95 | 87 | 87 | 87 | 2 270 | 57 | 61 | – | 4 | 3 | 3 | 6 | 27 |
| Soixante et unième session, 2006 | 116 | 2 | 22 | 96 | 18 | 10 | 23.25/9.50 | 83 | 79 | 87 | 80 | 1 995 | 31 | 48 | 6 | 11 | 4 | 8 | 18 | 22 |
| Comité des conférences | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8-12 septembre 2008 | 10 | – | – | 10 | – | s.o. | 4.10/0.10 | 100 | 100 | 86 | s.o. | 260 | 40 | 40 | – | – | 20 | 20 | – | 20 |
| 10-14 septembre 2007 | 10 | – | – | 10 | – | s.o. | 3.00/0.00 | 100 | 100 | 90 | s.o. | 180 | 25 | 25 | – | – | – | 25 | 25 | 25 |
| 11-15 septembre 2006 | 10 | – | – | 10 | – | s.o. | 2.45/1.35 | 100 | 100 | 86 | s.o. | 260 | 100 | 100 | – | – | – | – | – | – |
| Commission du développement durable | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Seizième session, 5-16 mai 2008 | 36 | 0 | 1 | 35 | – | s.o. | 6.55/5.15 | 97 | 97 | 86 | s.o. | 730 | 96 | 100 | – | 4 | – | – | – | – |
| Quinzième session, 30 avril-11 mai 2007 | 33 | 7 | 6 | 34 | – | s.o. | 10.20/7.10 | 103 | 61 | 70 | s.o. | 1 050 | 33 | 100 | 56 | 11 | – | – | – | – |
| Quatorzième session, 1 ^{er} -12 mai 2006 | 39 | 5 | 8 | 36 | 7 | s.o. | 3.55/1.35 | 92 | 67 | 94 | s.o. | 330 | 92 | 100 | 4 | 4 | – | – | – | – |
| Deuxième session ordinaire du Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8-12 septembre 2008 | 10 | – | – | 10 | – | s.o. | 2.35/1.35 | 100 | 100 | 86 | s.o. | 250 | 13 | 34 | 21 | – | 13 | 13 | 17 | 23 |

| | A | B | C | D | E | * | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | ** Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | | |
|---|-----|---|---|----|---|------|------------------------|-----------|------------|-----------|------------|----------|----------|---|----|----|----|----|----|----|
| | | | | | | | | | | | | 6 | 4 | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | |
| | | | | | | | | | | | | semaines | semaines | | | | | | | |
| 10-14 septembre 2007 | 10 | - | - | 10 | - | s.o. | 1.35/1.40 | 100 | 100 | 89 | s.o. | 195 | 19 | 43 | 14 | 10 | 19 | 14 | 10 | 14 |
| 11-15 septembre 2006 | 10 | - | 4 | 6 | 3 | s.o. | 1.20/0.45 | 60 | 60 | 83 | s.o. | 125 | 3 | 32 | 7 | 22 | 14 | 12 | 20 | 22 |
| Comité des droits de l'homme | | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quatre-vingt-douzième session, 17 mars-4 avril 2008 | 28 | - | 1 | 27 | - | s.o. | 5.25/3.20 | 96 | 96 | 86 | s.o. | 525 | 1 | 2 | - | 1 | - | - | - | - |
| Quatre-vingt-neuvième session, 12-30 mars 2007 | 30 | - | 1 | 29 | - | s.o. | 3.15/1.10 | 97 | 97 | 92 | s.o. | 265 | 4 | 5 | - | 1 | - | - | - | 1 |
| Quatre-vingt-sixième session, 13-31 mars 2006 | 30 | - | 1 | 29 | 1 | s.o. | 3.35/3.30 | 97 | 97 | 92 | s.o. | 425 | - | 6 | - | 6 | 1 | 2 | - | 1 |
| Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 mai-27 juin 2008 | 75 | - | 1 | 74 | - | s.o. | 10.30/20.45 | 99 | 99 | 85 | s.o. | 1 875 | s.o. | | | | | | | |
| 15 mai-27 juin 2007 | 102 | - | 5 | 97 | 1 | s.o. | 9.15/37.20 | 95 | 95 | 81 | s.o. | 2 795 | s.o. | | | | | | | |
| 2 mai-30 juin 2006 | 85 | - | 8 | 77 | 2 | s.o. | 5.50/28.30 | 91 | 91 | 79 | s.o. | 2 060 | s.o. | | | | | | | |
| Assemblée générale, Quatrième Commission | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soixante-troisième session, 2008 | 25 | 1 | 2 | 24 | 2 | s.o. | 4.35/8.10 | 96 | 88 | 84 | s.o. | 765 | 47 | 53 | - | 6 | 6 | - | 6 | 35 |
| Soixante-deuxième session, 2007 | 29 | - | 4 | 25 | 2 | s.o. | 5.10/12.50 | 86 | 86 | 72 | s.o. | 1 080 | 84 | 89 | 5 | - | - | 11 | - | - |
| Soixante et unième session, 2006 | 26 | 2 | 2 | 26 | 1 | s.o. | 6.15/18.25 | 100 | 85 | 67 | s.o. | 1 135 | 44 | 83 | 17 | 22 | 11 | - | - | 6 |
| Session de fond du Conseil économique et social, | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 30 juin-25 juillet 2008 | 44 | 6 | 3 | 47 | 3 | 1 | 7.55/17.25 | 107 | 80 | 83 | 79 | 1 520 | 44 | 65 | 16 | 5 | 9 | 11 | 13 | 2 |
| 2-27 juillet 2007 | 55 | 5 | 6 | 54 | - | - | 12.20/16.45 | 98 | 80 | 74 | 74 | 1 745 | 53 | 61 | 3 | 5 | 6 | 11 | 14 | 8 |
| 3-28 juillet 2006 (Genève) | 50 | 9 | 4 | 55 | - | - | 9.35/13.30 | 107 | 91 | 80 | 80 | 1 385 | 54 | 70 | 8 | 8 | 10 | 5 | 8 | 7 |
| Assemblée générale, Première Commission | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soixante-troisième session, 2008 | 24 | - | 2 | 22 | 1 | - | 4.35/4.40 | 92 | 92 | 83 | 79 | 555 | 60 | 65 | - | 5 | 5 | 5 | 7 | 18 |
| Soixante-deuxième session, 2007 | 24 | 1 | - | 25 | - | - | 5.35/5.55 | 104 | 96 | 85 | 85 | 690 | 52 | 54 | - | 2 | 2 | 7 | 13 | 24 |
| Soixante et unième session, 2006 | 26 | - | 4 | 22 | 2 | 1 | 2.00/5.35 | 85 | 85 | 84 | 80 | 410 | 58 | 63 | 5 | - | 3 | - | - | 34 |
| Comité chargé des organisations non gouvernementales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 21-30 janvier et 29 mai-6 juin 2008 | 30 | - | - | 30 | - | s.o. | 14.45/0.35 | 100 | 100 | 83 | s.o. | 920 | | | | | | | | |
| 22 janvier-2 février et 14-18 mai 2007 | 30 | - | 8 | 22 | 1 | s.o. | 6.40/4.20 | 73 | 73 | 66 | s.o. | 560 | - | 23 | 16 | 7 | 6 | 12 | 3 | - |

| | A | B | C | D | E | * | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | ** Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | | |
|--|----|---|----|----|---|------|------------------------|-----------|------------|-----------|------------|----------|----------|---|----|----|----|----|----|----|
| | | | | | | | | | | | | 6 | 4 | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | |
| | | | | | | | | | | | | semaines | semaines | | | | | | | |
| 19-27 janvier et 10-19 mai 2006 | 30 | – | 3 | 27 | 3 | s.o. | 8.15/4.20 | 90 | 90 | 86 | s.o. | 755 | – | 12 | 6 | 6 | – | 4 | 3 | 9 |
| Assemblée générale, Troisième Commission | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soixante-troisième session, 2008 | 55 | 5 | 6 | 54 | 4 | 3 | 10.10/13.40 | 98 | 80 | 83 | 82 | 1 430 | 39 | 74 | 24 | 11 | 2 | 8 | 3 | 13 |
| Soixante-deuxième session, 2007 | 62 | 1 | 8 | 55 | 2 | – | 14.05/14.50 | 89 | 85 | 75 | 72 | 1 735 | 58 | 77 | 13 | 6 | 11 | 2 | 6 | 4 |
| Soixante et unième session, 2006 | 57 | 9 | 11 | 55 | 5 | – | 15.25/19.10 | 96 | 65 | 73 | 66 | 2 075 | 19 | 32 | 3 | 10 | 7 | 10 | 12 | 39 |
| Commission du développement social | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante-sixième session, 6-15 février 2008 | 14 | – | 1 | 13 | 1 | – | 2.10/5.30 | 93 | 93 | 82 | 75 | 9 | 100 | 100 | – | – | – | – | – | – |
| Quarante-cinquième session, 7-16 février 2007 | 16 | – | 3 | 13 | 2 | – | 3.00/5.30 | 81 | 81 | 76 | 64 | 510 | 86 | 100 | – | 14 | – | – | – | – |
| Quarante-quatrième session, 8-17 février 2006 | 15 | – | 1 | 14 | 1 | – | 4.20/6.05 | 93 | 93 | 77 | 70 | 625 | 80 | 100 | 20 | – | – | – | – | – |
| Assemblée générale, Deuxième Commission | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soixante-troisième session, 2008 | 42 | 1 | 5 | 38 | 5 | 3 | 7.50/15.55 | 90 | 86 | 82 | 77 | 1 425 | 59 | 88 | 21 | 8 | 4 | 4 | 4 | – |
| Soixante-deuxième session, 2007 | 38 | 1 | 7 | 32 | 5 | – | 6.25/17.10 | 84 | 79 | 75 | 62 | 1 415 | 45 | 73 | 18 | 10 | 17 | 3 | 7 | – |
| Soixante et unième session, 2006 | 43 | 3 | 5 | 41 | 1 | – | 6.45/15.30 | 95 | 81 | 75 | 73 | 1 345 | 58 | 96 | 23 | 15 | – | 4 | – | – |
| Commission des Nations Unies pour le droit commercial international | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante et unième session, 16 juin-3 juillet 2008 | 28 | – | 5 | 23 | 2 | s.o. | 4.55/1.40 | 82 | 82 | 81 | s.o. | 395 | 17 | 44 | 21 | 6 | 3 | 4 | 13 | 13 |
| Quarantième session, 25 juin-12 juillet 2007 (Vienne) | 20 | – | – | 20 | – | s.o. | 3.05/3.50 | 100 | 100 | 88 | s.o. | 415 | 10 | 38 | 3 | 25 | 9 | 6 | 11 | 12 |
| Trente-neuvième session, 19 juin-7 juillet 2006 | 28 | – | 5 | 23 | 1 | s.o. | 5.20/3.50 | 82 | 82 | 75 | s.o. | 550 | 19 | 38 | 2 | 17 | 9 | 13 | 2 | 25 |
| Comité du programme et de la coordination | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante-huitième session, 9 juin-3 juillet 2008 | 38 | – | 1 | 37 | 1 | s.o. | 7.30/15.25 | 97 | 97 | 80 | s.o. | 1 375 | 85 | 88 | 3 | – | 3 | 3 | 6 | – |
| Quarante-septième session, 11 juin-6 juillet 2007 | 38 | 4 | 9 | 33 | 4 | s.o. | 7.15/12.15 | 87 | 66 | 73 | s.o. | 1 170 | 26 | 34 | 4 | 4 | 4 | 4 | 8 | 50 |
| Quarante-sixième session, | 38 | 3 | 2 | 39 | 2 | s.o. | 12.05/7.05 | 103 | 87 | 84 | s.o. | 1 150 | 68 | 88 | 14 | 6 | 6 | 3 | 3 | – |

| | A | B | C | D | E | * | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | ** Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | | |
|---|-----|----|----|-----|----|------|------------------------|-----------|------------|-----------|------------|----------|----------|---|------|------|------|------|------|------|
| | | | | | | | | | | | | 6 | 4 | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | |
| | | | | | | | | | | | | semaines | semaines | | | | | | | |
| 14 août-8 septembre 2006 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assemblée générale | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soixante-troisième session, séances plénières en 2008 | 156 | 58 | 69 | 145 | 56 | 33 | 41.05/51.40 | 93 | 19 | 79 | 79 | 5 565 | 62 | 72 | 10 | – | 10 | 8 | 8 | 2 |
| Soixante-deuxième session, séances plénières en 2007 | 137 | 3 | 52 | 88 | 36 | 18 | 13.10/32.45 | 64 | 60 | 78 | 65 | 2 755 | 57 | 73 | 14 | 2 | 7 | 9 | 7 | 4 |
| Soixante et unième session, séances plénières en 2006 | 148 | – | 57 | 91 | 41 | 10 | 19.20/25.30 | 61 | 61 | 79 | 58 | 2 690 | 59 | 79 | 12 | 8 | 6 | 10 | – | 5 |
| Commission de la condition de la femme | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cinquante-deuxième session, 25 février-7 mars 2008 | 20 | 1 | 1 | 20 | – | s.o. | 3.05/8.35 | 100 | 90 | 77 | s.o. | 700 | 88 | 94 | – | 6 | – | – | 6 | – |
| Cinquante et unième session, 26 février-9 mars 2007 | 20 | – | 1 | 19 | – | s.o. | 4.50/0.15 | 95 | 95 | 87 | s.o. | 305 | 85 | 93 | – | 8 | – | – | – | 7 |
| Cinquantième session, 27 février-10 mars 2006 | 20 | – | – | 20 | – | s.o. | 5.15/1.50 | 100 | 100 | 88 | s.o. | 425 | 67 | 89 | 11 | 11 | – | – | 11 | – |
| Session annuelle du Conseil d'administration de l'UNICEF | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2-6 juin 2008 | 6 | – | 1 | 5 | – | s.o. | 0.35/0.30 | 83 | 83 | 77 | s.o. | 65 | – | 53 | 18 | 35 | 12 | 24 | 6 | 5 |
| 4-8 juin 2007 | 10 | 1 | 2 | 9 | 1 | s.o. | 0.15/1.15 | 90 | 70 | 86 | s.o. | 90 | – | 49 | 28 | 21 | 12 | 27 | 6 | 6 |
| 5-9 juin 2006 | 10 | – | 1 | 9 | – | s.o. | 0.20/5.50 | 90 | 90 | 69 | s.o. | 370 | 35 | 65 | 8 | 22 | 19 | 11 | 5 | 0 |
| Comité des contributions | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soixante-huitième session, 9-27 juin 2008 | 21 | – | 5 | 16 | 4 | s.o. | 5.15/6.50 | 76 | 76 | 76 | s.o. | 725 | 86 | 100 | 14 | – | – | – | – | – |
| Soixante-septième session, 11-29 juin 2007 | 24 | – | 5 | 19 | 4 | s.o. | 8.45/8.45 | 79 | 79 | 72 | s.o. | 1 050 | 80 | 100 | 20 | – | – | – | – | – |
| Soixante-sixième session, 5-30 juin 2006 | 33 | – | 10 | 23 | 3 | s.o. | 7.00/2.30 | 70 | 70 | 69 | s.o. | 570 | 88 | 100 | 12 | – | – | – | – | – |
| Session d'organisation du Conseil économique et social, | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5-8 février 2008 | 6 | 2 | 5 | 3 | 4 | – | 0.35/2.35 | 50 | -17 | 74 | 24 | 190 | – | – | – | – | – | – | – | 100 |
| 6-9 février 2007 | 5 | 3 | 4 | 4 | 1 | – | 1.35/3.35 | 80 | -40 | 41 | 28 | 310 | – | – | – | – | – | 100 | – | – |
| 7 février 2006 | 4 | 0 | 3 | 1 | 2 | – | 0.15/1.35 | 25 | 25 | 60 | 10 | 110 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| Commission de statistique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Trente-neuvième session, | 8 | – | 1 | 7 | – | s.o. | 0.15/3.05 | 88 | 88 | 74 | s.o. | 200 | 100 | 100 | – | – | – | – | – | – |

| | A | B | C | D | E | * | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | ** Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | | |
|--|----|---|----|----|---|------|------------------------|-----------|------------|-----------|------------|----------|----------|---|------|------|------|------|------|------|
| | | | | | | | | | | | | 6 | 4 | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | |
| | | | | | | | | | | | | semaines | semaines | | | | | | | |
| 26-29 février 2008 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Trente-huitième session, 27 février -2 mars 2007 | 8 | - | 2 | 6 | 2 | s.o. | 1.45/1.00 | 75 | 75 | 89 | s.o. | 165 | 100 | 100 | - | - | - | - | - | |
| Trente-septième session, 7-10 mars 2006 | 8 | - | - | 8 | - | s.o. | 0.35/5.35 | 100 | 100 | 74 | s.o. | 370 | 100 | 100 | - | - | - | - | - | |
| Première session ordinaire du Conseil d'administration de l'UNICEF | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 29 janvier-1 ^{er} février 2008 | 8 | - | 1 | 7 | - | s.o. | 0.40/4.50 | 88 | 88 | 65 | s.o. | 330 | 30 | 50 | - | 20 | 10 | 20 | 10 | 10 |
| 15-18 janvier 2007 | 6 | 2 | - | 8 | - | s.o. | 0.30/2.50 | 133 | 67 | 86 | s.o. | 200 | 25 | 38 | 13 | - | 38 | - | 12 | 12 |
| 16-19 janvier 2006 | 8 | - | 1 | 7 | 1 | s.o. | 0.20/4.30 | 88 | 88 | 81 | s.o. | 270 | 12 | 78 | 44 | 22 | 11 | 11 | - | - |
| Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 mars-4 avril 2008 | 30 | - | 11 | 19 | 4 | s.o. | 5.20/6.50 | 63 | 63 | 63 | s.o. | 730 | 50 | 50 | - | - | 50 | - | - | - |
| 26 février-16 mars 2007 | 26 | 2 | 6 | 22 | 4 | s.o. | 12.10/7.40 | 85 | 69 | 69 | s.o. | 1 190 | 34 | 67 | 33 | - | - | - | - | 33 |
| 27 février-17 mars 2006 | 24 | 1 | 1 | 24 | - | s.o. | 7.25/4.25 | 100 | 92 | 80 | s.o. | 710 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| Comité de l'information | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Trentième session, 28 avril-9 mai 2008 | 15 | 1 | - | 16 | - | s.o. | 8.00/11.25 | 107 | 93 | 60 | s.o. | 1 165 | 67 | 100 | 33 | - | - | - | - | - |
| Vingt-neuvième session, 30 avril-11 mai 2007 | 9 | - | - | 9 | - | s.o. | 0.20/5.10 | 100 | 100 | 80 | s.o. | 330 | 75 | 100 | 25 | - | - | - | - | - |
| Vingt-huitième session, 24 avril-5 mai 2006 | 11 | - | 2 | 9 | 1 | s.o. | 2.00/12.30 | 82 | 82 | 47 | s.o. | 870 | 100 | 100 | - | - | - | - | - | - |
| Commission de la population et du développement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante et unième session, 7-11 avril 2008 | 8 | - | 1 | 7 | - | - | 2.10/4.20 | 88 | 88 | 60 | 60 | 390 | 100 | 100 | - | - | - | - | - | - |
| Quarantième session, 9-13 avril 2007 | 10 | - | 4 | 6 | 1 | - | 1.15/2.00 | 60 | 60 | 59 | 49 | 195 | 100 | 100 | - | - | - | - | - | - |
| Trente-neuvième session, 3-7 avril 2006 | 10 | - | 1 | 9 | - | - | 3.45/0.30 | 90 | 90 | 76 | 76 | 255 | 88 | 100 | - | 12 | - | - | - | - |
| Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 27 février-5 mars et 7 mars 2008 | 9 | - | - | 9 | - | s.o. | 3.00/8.25 | 100 | 100 | 58 | s.o. | 685 | 100 | 100 | - | - | - | - | - | - |

| | A | B | C | D | E | * | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | ** Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|------|------------------------|-----------|------------|-----------|------------|----------|----------|---|------|------|------|------|------|------|
| | | | | | | | | | | | | 6 | 4 | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | |
| | | | | | | | | | | | | semaines | semaines | | | | | | | |
| 7-16 février 2007 | 9 | 2 | 3 | 8 | 1 | s.o. | 2.20/3.30 | 89 | 44 | 64 | s.o. | 350 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| 3-13 avril 2006 | 9 | - | 3 | 6 | 3 | s.o. | 1.40/2.20 | 67 | 67 | 85 | s.o. | 240 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| Reprise de la session d'organisation du Conseil économique et social | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 29-30 avril 2008 | 4 | - | 3 | 1 | 1 | - | 0.10/0.55 | 25 | 25 | 41 | 16 | 65 | 100 | 100 | - | - | - | - | - | - |
| 25-26 avril 2007 | 4 | - | 2 | 2 | 1 | - | 0.25/0.15 | 50 | 50 | 69 | 44 | 40 | 100 | 100 | - | - | - | - | - | - |
| 10-11 mai 2006 | 4 | - | 1 | 3 | - | - | 0.55/2.00 | 75 | 75 | 51 | 51 | 175 | 88 | 94 | 6 | - | - | 6 | - | - |
| Session d'organisation du Comité du programme et de la coordination | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 30 avril 2008 | 1 | - | - | 1 | - | s.o. | 0.20/2.20 | 100 | 100 | 11 | s.o. | 160 | 100 | 100 | - | - | - | - | - | - |
| 1 ^{er} mai 2007 | 1 | - | - | 1 | - | s.o. | 0.20/1.20 | 100 | 100 | 44 | s.o. | 100 | 100 | 100 | - | - | - | - | - | - |
| 21 juin 2006 | 1 | - | - | 1 | - | s.o. | 0.10/0.30 | 100 | 100 | 78 | s.o. | 40 | - | - | - | - | - | - | 33 | 67 |

B. Genève

| | A | B | C | D | E | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|----|---|---|----|---|------------------------|-----------|------------|-----------|---------|------------|---|------|------|------|------|------|------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | | | | Minutes | 6 semaines | 4 semaines | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | | | | | | | | | | | |
| Commission du droit international | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soixantième session (première partie), 5 mai -6 juin 2008 | 40 | - | - | 40 | - | 1,15/4,00 | 100 | 100 | 98 | 315 | 50 | 50 | - | - | - | - | 13 | 37 | | | | | | | | | | | |
| Cinquante-neuvième session (première partie), 7 mai-5 juin 2007 | 30 | - | - | 30 | - | 2,45/1,40 | 100 | 100 | 95 | 265 | 67 | 67 | - | - | - | - | - | 33 | | | | | | | | | | | |
| Cinquante-huitième session (première partie), 1 ^{er} mai-9 juin 2006 | 44 | - | - | 44 | - | 0,50/2,20 | 100 | 100 | 98 | 190 | 50 | 67 | 17 | - | - | 33 | - | - | | | | | | | | | | | |
| Sous-Comité d'experts du transport de marchandises dangereuses | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 ^{er} -9 décembre 2008 | 12 | - | - | 12 | - | 0,30/0,55 | 100 | 100 | 96 | 85 | 2 | 2 | - | - | 76 | 16 | 2 | 4 | | | | | | | | | | | |
| 3-12 décembre 2007 | 10 | - | - | 10 | - | 0,25/0,30 | 100 | 100 | 97 | 55 | - | 4 | 4 | - | - | 17 | 79 | - | | | | | | | | | | | |
| 4-12 décembre 2006 | 10 | - | - | 10 | - | 0,40/1,05 | 100 | 100 | 94 | 105 | - | - | - | - | 3 | 3 | 94 | - | | | | | | | | | | | |
| Commission du droit international | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soixantième session (deuxième partie), 7 juillet-8 août 2008 | 36 | - | - | 36 | - | 2,05/4,00 | 100 | 100 | 96 | 365 | 25 | 25 | - | - | 12 | - | - | 63 | | | | | | | | | | | |
| Cinquante-neuvième session (deuxième partie), 9 juillet-10 août 2007 | 38 | - | - | 38 | - | 2,50/3,30 | 100 | 94 | 94 | 380 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | | | | | | | | | | | |
| Cinquante-huitième session (deuxième partie), 7 juillet-8 août 2006 | 42 | - | - | 42 | - | 1,20/2,25 | 100 | 100 | 97 | 225 | 25 | 25 | - | - | - | - | 25 | 50 | | | | | | | | | | | |
| Comité contre la torture | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante et unième session, 3-21 novembre 2008 | 30 | - | - | 30 | - | 3,45/2,35 | 100 | 100 | 93 | 380 | 15 | 19 | 4 | - | - | 4 | 15 | 62 | | | | | | | | | | | |
| Trente-neuvième session, 5-23 novembre 2007 | 30 | - | 1 | 29 | - | 4,25/0,55 | 97 | 97 | 91 | 320 | 18 | 18 | - | - | - | - | - | 82 | | | | | | | | | | | |
| Trente-septième session, 6-24 novembre 2006 | 30 | - | 1 | 29 | - | 3,45/1,40 | 97 | 97 | 91 | 325 | 9 | 27 | 18 | - | - | 9 | 5 | 59 | | | | | | | | | | | |
| Comité des droits économiques, sociaux et culturels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarantième session, 28 avril-16 mai 2008 | 25 | - | - | 25 | - | 3,50/1,10 | 100 | 100 | 93 | 300 | 13 | 13 | - | - | - | - | 13 | 74 | | | | | | | | | | | |
| Trente-huitième session, 30 avril-18 mai 2007 | 28 | - | 1 | 27 | - | 3,30/0,25 | 96 | 96 | 92 | 235 | 8 | 16 | - | 8 | - | - | 8 | 76 | | | | | | | | | | | |

| | A | B | C | D | E | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | |
|---|----|---|----|----|----|------------------------|-----------|------------|-----------|---------|------------|------------|---|----|----|----|----|----|
| | | | | | | | | | | | 6 semaines | 4 semaines | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 |
| Trente-sixième session, 1 ^{er} -19 mai 2006 | 30 | – | 1 | 29 | – | 5,05/0,55 | 97 | 97 | 90 | 360 | 24 | 48 | 19 | 5 | – | 5 | 14 | 33 |
| Comité des droits de l'enfant | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante-septième session, 14 janvier-1 ^{er} février 2008 | 30 | – | 1 | 29 | – | 4,10/1,15 | 97 | 97 | 91 | 325 | 44 | 63 | 6 | 13 | – | 9 | 3 | 25 |
| Quarante-quatrième session, 15 janvier-2 février 2007 | 30 | – | – | 30 | – | 3,20/1,30 | 100 | 100 | 95 | 290 | 32 | 48 | 16 | – | 4 | – | 8 | 40 |
| Quarante et unième session, 9-27 janvier 2006 | 41 | – | 2 | 39 | – | 3,30/3,15 | 95 | 95 | 90 | 405 | – | 39 | – | 39 | 17 | 4 | 4 | 36 |
| Comité des droits de l'enfant | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante-neuvième session, 15 septembre-3 octobre 2008 | 26 | – | – | 26 | – | 4,00/2,45 | 100 | 100 | 91 | 405 | 38 | 38 | – | – | 7 | 3 | – | 52 |
| Quarante-sixième session, 17 septembre-5 octobre 2007 | 34 | – | 1 | 33 | – | 3,15/5,10 | 97 | 97 | 89 | 505 | 47 | 50 | – | 3 | 10 | – | 10 | 30 |
| Quarante-troisième session, 11-29 septembre 2006 | 46 | – | 1 | 45 | – | 3,55/9,30 | 98 | 98 | 88 | 805 | 41 | 41 | – | – | 10 | 5 | 3 | 41 |
| Comité des droits de l'homme | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quatre-vingt-quatorzième session, 13-31 octobre 2008 | 30 | – | 1 | 29 | – | 2,15/3,10 | 97 | 97 | 91 | 325 | 10 | 25 | 10 | 5 | – | 10 | – | 65 |
| Quatre-vingt-onzième session, 15 octobre-2 novembre 2007 | 30 | – | 1 | 29 | – | 4,00/3,20 | 97 | 97 | 89 | 440 | – | – | – | – | – | 25 | – | 75 |
| Quatre-vingt-huitième session, 16 octobre-3 novembre 2006 | 28 | – | 1 | 27 | – | 2,00/2,30 | 96 | 96 | 91 | 270 | – | – | – | – | 18 | 9 | 9 | 27 |
| Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Conseil du commerce et du développement | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cinquante-cinquième session, 15-26 août 2008 | 29 | 5 | 14 | 20 | 14 | 7,00/1,50 | 48 | 34 | 91 | 530 | 18 | 27 | – | 9 | 28 | 9 | 9 | 27 |
| Cinquante-quatrième session, 1 ^{er} -11 octobre 2007 | 18 | 9 | 9 | 18 | 6 | 6,20/1,30 | 100 | – | 79 | 470 | 15 | 30 | 15 | – | 14 | 14 | 14 | 28 |
| Cinquante-troisième session, 27 septembre-2 octobre 2006 | 8 | – | – | 8 | – | 2,40/2,20 | 100 | 100 | 79 | 300 | 10 | 20 | – | 10 | – | 30 | – | 50 |

| | A | B | C | D | E | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | | | | | | | |
|--|----|---|---|----|---|------------------------|-----------|------------|-----------|---------|------------|---|---|----|----|----|----|----|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | | | | Minutes | 6 semaines | 4 semaines | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Comité des droits économiques, sociaux et culturels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante et unième session, 3-21 novembre 2008 | 30 | – | 2 | 28 | – | 2,30/0,45 | 93 | 93 | 90 | 195 | 15 | 15 | – | – | – | 15 | 8 | 62 | | | | | |
| Trente-neuvième session, 5-23 novembre 2007 | 30 | – | 1 | 29 | – | 6,25/0,20 | 97 | 97 | 89 | 415 | – | – | – | – | 5 | 5 | 11 | 79 | | | | | |
| Trente-septième session, 6-24 novembre 2006 | 30 | – | 1 | 29 | – | 4,50/0,20 | 97 | 97 | 91 | 310 | 9 | 17 | – | 8 | – | – | 8 | 75 | | | | | |
| Comité des droits de l'enfant | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante-huitième session, 19 mai-6 juin 2008 | 30 | – | 1 | 29 | – | 3,35/0,10 | 97 | 97 | 90 | 225 | 19 | 38 | 5 | 14 | 14 | 5 | – | 43 | | | | | |
| Quarante-cinquième session, 21 mai-8 juin 2007 | 28 | – | 1 | 27 | – | 3,30/1,45 | 96 | 96 | 90 | 315 | 28 | 32 | – | 4 | 4 | – | 32 | 32 | | | | | |
| Quarante-deuxième session, 15 mai-2 juin 2006 | 42 | – | – | 42 | – | 3,10/7,35 | 100 | 100 | 91 | 645 | 49 | 57 | 5 | 3 | 5 | 5 | 10 | 23 | | | | | |
| Comité des droits de l'homme | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quatre-vingt-treizième session, 7-25 juillet 2008 | 30 | – | 1 | 29 | – | 4,50/2,10 | 97 | 97 | 89 | 420 | 15 | 15 | – | – | 3 | 6 | 18 | 58 | | | | | |
| Quatre-vingt-dixième session, 9-27 juillet 2007 | 30 | – | 1 | 29 | – | 3,10/2,55 | 97 | 97 | 90 | 365 | 14 | 18 | 4 | – | 4 | – | 7 | 71 | | | | | |
| Quatre-vingt-septième session, 10-28 juillet 2006 | 30 | – | 1 | 29 | – | 2,55/3,50 | 97 | 97 | 89 | 405 | 18 | 18 | – | – | 9 | – | – | 73 | | | | | |
| Comité pour l'élimination de la discrimination raciale | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soixante-treizième session, 28 juillet-15 août 2008 | 28 | – | – | 28 | – | 7,00/3,35 | 100 | 100 | 87 | 635 | 3 | 8 | – | 5 | 3 | 5 | 3 | 81 | | | | | |
| Soixante et onzième session, 30 juillet-17 août 2007 | 28 | – | – | 28 | – | 7,30/0,05 | 100 | 100 | 91 | 455 | 6 | 18 | 6 | 6 | 8 | 6 | 6 | 62 | | | | | |
| Soixante-neuvième session, 31 juillet-18 août 2006 | 28 | – | 1 | 27 | – | 7,05/0,10 | 96 | 96 | 88 | 435 | 16 | 24 | 5 | 3 | 3 | – | 3 | 70 | | | | | |
| Conseil des droits de l'homme, Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones^d | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Première session, 1 ^{er} -3 octobre 2008 | 6 | – | – | 6 | – | 1,55/0,30 | 100 | 100 | 87 | 145 | – | – | – | – | – | – | – | – | | | | | |

| | A | B | C | D | E | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | |
|---|----|---|---|----|---|------------------------|-----------|------------|-----------|---------|------------|------------|---|----|----|----|----|----|
| | | | | | | | | | | | 6 semaines | 4 semaines | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 |
| Comité contre la torture | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarantième session, 28 avril-16 mai 2008 | 26 | - | - | 26 | - | 9,10/1,55 | 100 | 100 | 86 | 665 | 8 | 8 | - | - | 8 | 20 | 6 | 58 |
| Trente-huitième session, 30 avril-18 mai 2007 | 28 | - | - | 28 | - | 5,25/5,55 | 100 | 100 | 87 | 680 | 18 | 20 | 2 | - | - | 9 | 16 | 55 |
| Trente-sixième session, 1 ^{er} -19 mai 2006 | 30 | - | 1 | 29 | - | 5,05/0,55 | 97 | 97 | 90 | 360 | 52 | 60 | 4 | 4 | 7 | - | 15 | 18 |
| Sous-Comité d'experts du transport de marchandises dangereuses | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 30 juin-9 juillet 2008 | 15 | - | - | 15 | - | 0,20/6,35 | 100 | 100 | 85 | 415 | 21 | 48 | 8 | 19 | 18 | 18 | 13 | 3 |
| 2-6 juillet 2007 | 10 | - | 1 | 9 | - | 1,00/0,10 | 90 | 90 | 86 | 70 | 9 | 42 | 6 | 27 | 9 | 9 | - | 40 |
| 3-12 juillet 2006 | 15 | - | 1 | 14 | - | 1,00/1,15 | 93 | 93 | 88 | 135 | 19 | 19 | - | - | - | 30 | 30 | 21 |
| Conseil des droits de l'homme^b | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Septième session, 3-28 mars 2008 | 37 | 6 | 1 | 42 | 1 | 12,00/7,00 | 114 | 81 | 85 | 1140 | 6 | 10 | 3 | 1 | 3 | 8 | 7 | 72 |
| Quatrième session, 12-30 mars 2007 | 30 | 3 | - | 33 | - | 4,30/7,05 | 110 | 90 | 88 | 695 | 7 | 12 | 4 | 1 | 5 | 3 | 3 | 77 |
| Troisième session, 29 novembre-8 décembre 2006 | 18 | - | - | 18 | - | 3,15/2,50 | 100 | 100 | 89 | 515 | - | - | - | - | - | - | 20 | 80 |
| Comité pour l'élimination de la discrimination raciale | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soixante-douzième session, 18 février-7 mars 2008 | 30 | - | 1 | 29 | 1 | 8,40/2,25 | 97 | 97 | 84 | 665 | 9 | 17 | 8 | - | 25 | 8 | - | 50 |
| Soixante-dixième session, 19 février-9 mars 2007 | 30 | - | 1 | 29 | - | 8,35/0,10 | 97 | 97 | 87 | 525 | 25 | 50 | - | 25 | 13 | - | - | 37 |
| Soixante-huitième session, 20 février-10 mars 2006 | 30 | - | - | 30 | - | 6,45/1,30 | 100 | 100 | 91 | 495 | 20 | 40 | 20 | - | - | - | 40 | 20 |
| Conseil des droits de l'homme^b | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Huitième session, 2-18 juin 2008 | 26 | 2 | 1 | 27 | - | 8,45/6,00 | 104 | 88 | 79 | 885 | - | 2 | 2 | - | - | - | 8 | 90 |
| Cinquième session, 11-18 juin 2007 | 13 | 4 | 3 | 14 | - | 5,35/3,15 | 104 | 46 | 65 | 530 | - | - | - | - | - | 19 | - | 81 |

| | A | B | C | D | E | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | |
|---|----|---|---|----|---|------------------------|-----------|------------|-----------|---------|------------|------------|---|---|----|----|----|-----|
| | | | | | | | | | | | 6 semaines | 4 semaines | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 |
| Première session, 19-30 juin 2006 | 22 | 4 | – | 26 | – | 5,20/8,30 | 118 | 82 | 82 | 830 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme^c | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Première session, 4-15 août 2008 | 20 | – | 1 | 19 | – | 4,45/5,40 | 95 | 95 | 78 | 725 | – | – | – | – | – | – | – | 100 |
| Conseil des droits de l'homme^b | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Neuvième session, 8-26 septembre 2008 | 28 | – | 5 | 23 | – | 5,50/3,35 | 82 | 82 | 71 | 565 | – | 6 | 3 | 3 | 9 | 6 | 12 | 67 |
| Sixième session, 10-28 septembre 2007 | 30 | – | 1 | 29 | – | 9,05/6,40 | 97 | 97 | 79 | 945 | – | 7 | – | 7 | 13 | 13 | 20 | 47 |
| Deuxième session, 18 septembre-6 octobre 2006 | 30 | 2 | – | 32 | – | 11,15/6,10 | 107 | 93 | 82 | 1 045 | – | – | – | – | – | – | 40 | 60 |
| Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés – Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cinquante-neuvième session, 6-10 octobre 2008 | 10 | – | 1 | 9 | – | 3,05/4,20 | 90 | 90 | 65 | 445 | 22 | 33 | 11 | – | – | 11 | 56 | – |
| Cinquante-huitième session, 1 ^{er} -5 octobre 2007 | 10 | – | 1 | 9 | – | 2,50/1,45 | 90 | 90 | 75 | 275 | – | – | – | – | 50 | 25 | – | 25 |
| Cinquante-septième session, 2-6 octobre 2006 | 10 | – | 2 | 8 | – | 2,00/1,35 | 80 | 80 | 68 | 315 | – | – | – | – | 8 | 15 | 15 | 62 |

C. Vienne

| | A | B | C | D | E | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | |
|---|----|---|---|----|---|------------------------|-----------|------------|-----------|---------|------------|------------|---|------|------|------|------|------|
| | | | | | | | | | | | 6 semaines | 4 semaines | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 |
| Organe international de contrôle des stupéfiants | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quatre-vingt-douzième session, 19-30 mai 2008 | 20 | - | - | 20 | - | 0.00/0.10 | 100 | 100 | 100 | 10 | - | 33 | 10 | 23 | 7 | - | 10 | 10 |
| Quatre-vingt-neuvième session, 7-18 mai 2007 | 20 | - | - | 20 | - | 0.00/0.00 | 100 | 100 | 100 | - | 6 | 6 | - | - | 13 | 1 | 16 | 10 |
| Quatre-vingt-sixième session, 8-19 mai 2006 | 20 | - | - | 20 | - | 0.50/0.00 | 100 | 100 | 100 | 48 | - | 6 | - | 6 | 6 | 2 | 22 | - |
| Organe international de contrôle des stupéfiants | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quatre-vingt-treizième session, 28 octobre-14 novembre 2008 | 28 | - | - | 28 | - | 0.05/2.35 | 100 | 100 | 97 | 160 | 8 | 13 | - | 5 | 5 | 8 | 3 | 28 |
| Quatre-vingt-dixième session, 30 octobre-16 novembre 2007 | 28 | - | - | 28 | - | 0.05/1.00 | 100 | 100 | 99 | 65 | 6 | 10 | 2 | 2 | 12 | 6 | 16 | 4 |
| Quatre-vingt-septième session, 30 octobre-16 novembre 2006 | 28 | - | - | 28 | - | 0.25/0.35 | 100 | 100 | 99 | 60 | 8 | 8 | - | - | 7 | 1 | 13 | 7 |
| Groupe de travail de la CNUDCI sur l'arbitrage | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante-neuvième session, 15-19 septembre 2008 | 10 | - | - | 10 | - | 1.45/0.30 | 100 | 100 | 93 | 135 | 25 | 25 | - | - | 8 | 2 | 8 | 13 |
| Quarante-septième session, 10-14 septembre 2007 | 10 | - | - | 10 | - | 2.35/0.00 | 100 | 100 | 91 | 155 | 33 | 33 | - | - | - | - | 67 | - |
| Quarante-cinquième session, 11-15 septembre 2006 | 10 | - | - | 10 | - | 2.45/1.25 | 100 | 100 | 90 | 250 | - | 78 | - | 78 | 11 | 1 | - | - |
| Commission pour la prévention du crime et la justice pénale | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dix-septième session, 14-18 avril 2008 | 19 | 5 | - | 24 | - | 5.35/1.45 | 100 | 74 | 90 | 440 | 6 | 41 | 7 | 28 | 15 | 20 | 9 | 4 |
| Seizième session, 23-27 avril 2007 | 19 | 1 | - | 20 | - | 5.35/1.35 | 105 | 95 | 88 | 430 | 24 | 46 | 3 | 19 | 13 | 7 | 22 | 13 |
| Quinzième session, 24-28 avril 2006 | 19 | 3 | - | 22 | - | 5.45/7.45 | 100 | 84 | 77 | 810 | 32 | 69 | 13 | 24 | 18 | 13 | - | - |
| Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cinquante-sixième session, | 14 | - | 1 | 13 | - | 0.25/1.15 | 93 | 93 | 89 | 100 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |

| | A | B | C | D | E | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | | |
|---|----|---|---|----|---|------------------------|-----------|------------|-----------|---------|------------|------------|---|----|----|----|----|-----|---|
| | | | | | | | | | | | 6 semaines | 4 semaines | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10-18 juillet 2008 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cinquante-cinquième session, 21-25 mai 2007 | 10 | - | 1 | 9 | - | 0.15/0.05 | 90 | 90 | 89 | 20 | - | - | - | - | - | - | - | 100 | - |
| Cinquante-quatrième session, 29 mai-2 juin 2006 | 10 | - | - | 10 | - | 0.20/3.10 | 100 | 100 | 90 | 208 | 100 | 100 | - | - | - | - | - | - | - |
| Commission des stupéfiants – Comité plénier | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cinquante et unième session, 10-14 mars 2008 | 18 | 3 | - | 21 | - | 6.35/1.40 | 100 | 83 | 87 | 495 | - | 4 | - | 4 | 9 | 1 | 8 | 50 | |
| Cinquantième session, 12-16 mars 2007 | 18 | 2 | - | 20 | - | 3.00/2.30 | 100 | 89 | 91 | 330 | 6 | 30 | 11 | 13 | 22 | 1 | 7 | 23 | |
| Quarante-neuvième session, 13-17 mars 2006 | 18 | 3 | - | 21 | - | 5.45/7.35 | 100 | 83 | 81 | 797 | 25 | 67 | 15 | 27 | 13 | 1 | 2 | - | |
| Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique – Sous-Comité scientifique et technique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante-cinquième session, 11-22 février 2008 | 20 | - | - | 20 | - | 3.45/7.05 | 100 | 100 | 82 | 650 | - | - | - | - | 5 | 33 | 10 | 5 | |
| Quarante-quatrième session, 12-23 février 2007 | 20 | - | - | 20 | - | 2.30/10.00 | 100 | 100 | 79 | 750 | - | - | - | - | 26 | 13 | 7 | 20 | |
| Quarante-troisième session, 20 février-3 mars 2006 | 20 | - | - | 20 | - | 3.25/11.35 | 100 | 100 | 75 | 902 | 7 | 33 | 13 | 13 | - | - | 20 | 33 | |
| Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cinquante et unième session, 11-20 juin 2008 | 16 | - | 1 | 15 | - | 2.50/2.45 | 94 | 94 | 82 | 335 | - | - | - | - | 14 | 2 | 42 | 14 | |
| Cinquantième session, 6-15 juin 2007 | 17 | - | - | 17 | - | 2.10/1.40 | 100 | 100 | 92 | 230 | 16 | 21 | - | 5 | 14 | 2 | - | - | |
| Quarante-neuvième session, 7-16 juin 2006 | 16 | - | - | 16 | - | 2.20/5.40 | 100 | 100 | 81 | 477 | 14 | 14 | - | - | 14 | 4 | - | 29 | |
| Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique – Sous-Comité juridique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Quarante-septième session, 31 mars-11 avril 2008 | 20 | - | 2 | 18 | - | 3.35/10.40 | 90 | 90 | 66 | 855 | 17 | 42 | 25 | - | 8 | 8 | 8 | 8 | |
| Quarante-sixième session, 26 mars-5 avril 2007 | 18 | - | 1 | 17 | - | 1.50/8.25 | 94 | 94 | 75 | 615 | - | 10 | - | 10 | - | 20 | 30 | 37 | |

| | A | B | C | D | E | F (heures. minutes) | RS (%) | IFP (%) | TU (%) | Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|------------------------|-----------|------------|-----------|---------|--|------------|---|---|----|---|-----------|----|
| | | | | | | | | | | | 6 semaines | 4 semaines | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 |
| | | | | | | | | | | | Quarante-cinquième session, 3-13 avril 2006 | 18 | - | 1 | 17 | - | 2.45/9.20 | 94 |
| CNUDCI – Groupe de travail sur le commerce électronique^d | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

D. Nairobi

| | A | B | C | D | E | F | RS | IFP | TU | Minutes | ICp | | ID Documentation publiée à la fin de la semaine | | | | | | | | | | |
|---|----|---|---|----|---|---|-----|-----|-----|---------|------------|------------|---|----|----|----|----|---|---|--|--|--|--|
| | | | | | | | | | | | 6 semaines | 4 semaines | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | | | | | |
| Comité des représentants permanents du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2008 | 5 | - | - | 5 | - | - | 100 | 100 | 100 | - | s.o. | | | | | | | | | | | | |
| 2007 | 4 | - | - | 4 | - | - | 100 | 100 | 100 | - | s.o. | | | | | | | | | | | | |
| 2006 | 5 | - | - | 5 | - | - | 100 | 100 | 100 | - | s.o. | | | | | | | | | | | | |
| Comité des représentants permanents du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2008 | 4 | - | - | 4 | - | - | 100 | 100 | 100 | - | s.o. | | | | | | | | | | | | |
| 2007 | 4 | - | - | 4 | - | - | 100 | 100 | 100 | - | s.o. | | | | | | | | | | | | |
| 2006 | 4 | - | - | 4 | - | - | 100 | 100 | 100 | - | s.o. | | | | | | | | | | | | |
| Conseil d'administration du PNUE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dixième session extraordinaire, 20-22 février 2008 | 12 | - | - | 12 | - | - | 100 | 100 | 100 | - | 64 | s.o. | 100 | - | - | - | - | - | - | | | | |
| Vingt-quatrième session, 5-9 février 2007 | 20 | - | 1 | 19 | - | - | 95 | 95 | 95 | - | 24 | 65 | 6 | 35 | 12 | 12 | 12 | - | | | | | |
| Neuvième session extraordinaire, 7-9 février 2006 | 12 | 1 | - | 13 | - | - | 108 | 92 | 100 | - | 40 | 47 | 7 | - | 23 | 20 | 13 | - | | | | | |

^a Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones a été créé par la résolution 6/36 du Conseil des droits de l'homme et a remplacé le Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

^b Le Conseil des droits de l'homme, créé par la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, a remplacé la Commission des droits de l'homme.

^c Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme a été créé par la résolution 5/1 du Conseil et a remplacé la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

^d Le Groupe de travail de la CNUDCI sur le commerce électronique ne s'est pas réuni en 2008, 2007 et 2006.

Annexe IV

**Statistiques sur la prestation en 2008 de services
de conférence aux organes autorisés à se réunir
« selon les besoins » à New York**

| <i>Organe</i> | <i>Séances pour lesquelles des services d'interprétation ont été demandés</i> | | | <i>Séances pour lesquelles des services d'interprétation n'ont pas été demandés</i> | |
|--|---|--|--|---|-------------------------------------|
| | <i>Nombre de demandes</i> | <i>Séances avec interprétation</i> | <i>Séances sans interprétation</i> | <i>Nombre de demandes</i> | <i>Nombre de séances tenues</i> |
| Comité des conférences | 1 | 1 | – | – | – |
| Comité des relations avec le pays hôte | 3 | 3 | – | 1 | 1 |
| Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien | 7 | 7 | – | – | – |
| Conseil économique et social (consultations officieuses) | 25 | 25 | – | 17 | 17 |
| Commission de consolidation de la paix | 59 | 55 | 4 | 16 | 16 |
| Comités des sanctions du Conseil de sécurité | 140 | 132 | 8 | 8 | 8 |
| Autres organes subsidiaires du Conseil de sécurité | 103 | 84 | 19 | 167 | 167 |
| Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail | 6 | 5 | 1 | 18 | 18 |
| Conseil de tutelle (et comités de rédaction) | 1 | 1 | – | – | – |
| Conseil d'administration de l'UNICEF (séances officielles) | 13 | 12 | 1 | 6 | 6 |
| Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP (séances officielles) | 28 | 23 | 5 | 15 | 15 |
| Total | 386 | 348 | 38 | 248 | 248 |

Annexe V

**Statistiques sur la prestation en 2008 de services
de conférence aux réunions des groupes régionaux
et autres grands groupes d'États Membres
dans les quatre centres de conférence**

| <i>Groupe</i> | <i>Séances pour lesquelles des services d'interprétation ont été demandés</i> | | | <i>Séances pour lesquelles des services d'interprétation n'ont pas été demandés</i> | |
|---|---|--|--|---|---|
| | <i>Nombre de demandes</i> | <i>Séances avec interprétation</i> | <i>Séances sans interprétation</i> | <i>Nombre de demandes</i> | <i>Nombre de séances tenues</i> |
| New York | | | | | |
| Alliance des petits États insulaires | 9 | 8 | 1 | 11 | 11 |
| Association des nations de l'Asie du Sud-Est | – | – | – | 2 | 2 |
| Communauté de développement de l'Afrique australe | – | – | – | 6 | 6 |
| Communauté des Caraïbes | – | – | – | 1 | 1 |
| Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest | 1 | 1 | – | 1 | 1 |
| Forum des petits États | – | – | – | 1 | 1 |
| Groupe de Rio | 3 | 3 | – | 20 | 20 |
| Groupe des 15 | 1 | 1 | – | – | – |
| Groupe des 77 | 21 | 19 | 2 | 479 | 479 |
| Groupe des 77 sur les questions relevant de la Cinquième Commission | 24 | 21 | 3 | 56 | 56 |
| Groupe des États arabes | 3 | 2 | 1 | 11 | 11 |
| Groupe des États d'Afrique | 14 | 7 | 7 | 73 | 73 |
| Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes | 19 | 17 | 2 | 10 | 10 |
| Groupe des États d'Asie | 16 | 13 | 3 | 1 | 1 |
| Groupe des États d'Europe occidentale et autres États | 14 | 13 | 1 | 3 | 3 |
| Groupe des États d'Europe orientale | – | – | – | 22 | 22 |
| Groupe des pays en développement sans littoral | 5 | 4 | 1 | 1 | 1 |
| Groupe des pays les moins avancés | 10 | 8 | 2 | 2 | 2 |
| Groupe JUSCANZ (Japon, États-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) | – | – | – | 59 | 59 |
| Ligue des États arabes | 6 | 5 | 1 | 39 | 39 |
| Mouvement des pays non alignés | 12 | 9 | 3 | 75 | 75 |
| Organisation de coopération économique de la mer Noire | – | – | – | 1 | 1 |
| Organisation de la Conférence islamique | 24 | 20 | 4 | 43 | 43 |
| Union africaine | 6 | 5 | 1 | 8 | 8 |
| Union européenne | – | – | – | 79 | 79 |
| Total partiel | 188 | 156 | 32 | 1 005 | 1 005 |

| <i>Groupe</i> | <i>Séances pour lesquelles des services d'interprétation ont été demandés</i> | | | <i>Séances pour lesquelles des services d'interprétation n'ont pas été demandés</i> | |
|---|---|------------------------------------|------------------------------------|---|---------------------------------|
| | <i>Nombre de demandes</i> | <i>Séances avec interprétation</i> | <i>Séances sans interprétation</i> | <i>Nombre de demandes</i> | <i>Nombre de séances tenues</i> |
| Genève | | | | | |
| Alliance des petits États insulaires | – | – | – | 12 | 12 |
| Association des nations de l'Asie du Sud-Est | – | – | – | 1 | 1 |
| Groupe des 15 | – | – | – | 4 | 4 |
| Groupe des 21 | 30 | 28 | – | 31 | 29 |
| Groupe des 77 et Chine | 23 | 15 | 6 | 125 | 101 |
| Groupe des États d'Amérique centrale | – | – | – | 5 | 5 |
| Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes | 26 | 11 | 14 | 126 | 114 |
| Groupe des États d'Asie | – | – | – | 30 | 29 |
| Groupe des États d'Afrique | – | – | – | 59 | 46 |
| Groupe des États d'Europe occidentale et autres États | – | – | – | 99 | 91 |
| Groupe des États d'Europe orientale | – | – | – | 19 | 17 |
| Groupe des pays les moins avancés | 7 | 4 | 2 | 15 | 14 |
| Groupe JUSCANZ (Japon, États-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) | – | – | – | 17 | 12 |
| Ligue des États arabes | – | – | – | 39 | 25 |
| Mouvement des pays non alignés | 10 | 6 | 4 | 47 | 38 |
| Organisation de la Conférence islamique | 14 | 10 | 4 | 125 | 54 |
| Organisation des pays exportateurs de pétrole | – | – | – | 1 | 1 |
| Union africaine | 1 | – | 1 | 138 | 91 |
| Union européenne | – | – | – | 169 | 130 |
| Total partiel | 111 | 74 | 31 | 1 062 | 814 |
| Vienne | | | | | |
| Groupe des 77 | – | – | – | 79 | 79 |
| Groupe des Huit | – | – | – | 3 | 3 |
| Groupe des États arabes | – | – | – | 7 | 7 |
| Groupe des États d'Afrique | – | – | – | 53 | 53 |
| Groupe des États d'Amérique centrale | – | – | – | 1 | 1 |
| Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes | – | – | – | 93 | 93 |
| Groupe des États d'Asie | – | – | – | 21 | 21 |
| Groupe des États d'Europe occidentale et autres États | – | – | – | 6 | 6 |
| Groupe des États d'Europe orientale | – | – | – | 3 | 3 |
| Groupes régionaux divers | – | – | – | 2 | 2 |
| GUAM (Groupe Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldova) | – | – | – | 1 | 1 |

| <i>Groupe</i> | <i>Séances pour lesquelles des services d'interprétation ont été demandés</i> | | | <i>Séances pour lesquelles des services d'interprétation n'ont pas été demandés</i> | |
|--|---|------------------------------------|------------------------------------|---|---------------------------------|
| | <i>Nombre de demandes</i> | <i>Séances avec interprétation</i> | <i>Séances sans interprétation</i> | <i>Nombre de demandes</i> | <i>Nombre de séances tenues</i> |
| Organisation de la Conférence islamique | – | – | – | 2 | 2 |
| Union européenne | – | – | – | 114 | 114 |
| Total partiel | – | – | – | 385 | 385 |
| Nairobi | | | | | |
| Groupe de coordination de l'Union européenne | – | – | – | 23 | 23 |
| Groupe des 77 et Chine | – | – | – | 18 | 18 |
| Groupe des États arabes | – | – | – | 11 | 11 |
| Groupe des États d'Afrique | – | – | – | 23 | 23 |
| Groupe des États d'Asie et du Pacifique | – | – | – | 19 | 19 |
| Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes | – | – | – | 6 | 6 |
| Groupe des États d'Europe occidentale et autres États | – | – | – | 8 | 8 |
| Groupe JUSCANZ (Japon, États-Unis d'Amérique, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) | – | – | – | 11 | 11 |
| Total partiel | – | – | – | 119 | 119 |
| Total | 299 | 230 | 63 | 2 571 | 2 323 |

Annexe VI

Disponibilité des salles de conférence pendant les différentes phases de l'exécution du plan-cadre d'équipement (projections à jour au 13 juillet 2009)

| <i>Phase</i> | <i>Durée prévue (susceptible de changer)</i> | <i>Salles disponibles</i> |
|---|--|--|
| Période préparatoire – salles d'origine | Juillet-octobre 2009 | <p>Bâtiment de l'Assemblée générale (BAG) et bâtiment des conférences (BC)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grandes salles : salle de l'AG, salle du Conseil de tutelle (SCT), salle du Conseil économique et social (ECOSOC), salles 1 à 4 • Salle du Conseil de sécurité (SCS) et salle des consultations du Conseil de sécurité (SCCS) • Salles de taille moyenne : salles 5 à 10 • Salles A à E |
| Période de transition – construction des SCS et SCCS temporaires | Novembre 2009-février/mars 2010 | <p>BAG et BC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grande salle : salle de l'AG • SCS et SCCS • Salles de taille moyenne : 9 et 10 <p>Bâtiment temporaire de la pelouse nord (BTPN)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grandes salles : 1 à 4, ECOSOC • Salles de taille moyenne : 5 à 8 • Salles A à E |
| Première phase – rénovation du BC | Mars 2010-décembre 2011 | <p>BAG</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grande salle : salle de l'AG avec podium amovible • SCS (ancienne salle 4) et SCCS (ancienne salle 5) • Salles de taille moyenne : 8 <p>BTPN</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grandes salles : 1 à 4, ECOSOC • Salles de taille moyenne : 5 à 7 et 10 • Salles A à E |
| Deuxième phase – rénovation du BAG | Janvier 2012-décembre 2013 | <p>Bâtiment des conférences rénové</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grandes salles : SCT, ECOSOC, salles 1 à 3 • SCS et SCCS |

| <i>Phase</i> | <i>Durée prévue (susceptible de changer)</i> | <i>Salles disponibles</i> |
|--------------|--|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Salles de taille moyenne : 9 et 10 • Salles A à E <p>BTPN</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grandes salles : salle de l'AG (salle 2 et ECOSOC combinées), 4, 11 (rebaptisée salle 1), 12 (rebaptisée salle 3) • Salles de taille moyenne : 5 à 8 (la salle 10 étant rebaptisée salle 8) • Salles F, G, H, I et J (anciennement A, B, C, D et E) |

Abréviations :

| | |
|--------|--|
| BAG | bâtiment de l'Assemblée générale |
| BC | bâtiment des conférences |
| BTPN | bâtiment temporaire de la pelouse nord |
| SCT | salle du Conseil de tutelle |
| ECOSOC | salle du Conseil économique et social |
| SCS | salle du Conseil de sécurité |
| SCCS | salle des consultations du Conseil de sécurité |

Annexe VII

Statistiques relatives à la gestion de la documentation d'avant session

A. Respect des délais de remise au Département des documents programmés, état au 30 juin de chaque année considérée

| Auteur | 2007 | | | 2008 | | | 2009 | | | |
|--|---------------------------|---------------------------|--|---------------------------|---------------------------|--|---------------------------|---------------------------|---|--|
| | Nombre total de documents | Documents reçus en retard | Pourcentage de documents remis dans les délais | Nombre total de documents | Documents reçus en retard | Pourcentage de documents remis dans les délais | Nombre total de documents | Documents reçus en retard | Documents programmés mais non reçus au 30 juin (considérés comme étant en retard) | Pourcentage de documents remis dans les délais |
| Bureau d'appui à la consolidation de la paix | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 5 | – | 29 |
| Bureau de la coordination des affaires humanitaires | 1 | 1 | 0 | 1 | – | 100 | 2 | 1 | – | 50 |
| Bureau des affaires de désarmement | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bureau des affaires juridiques | 27 | 1 | 96 | 50 | 2 | 96 | 33 | 2 | – | 94 |
| Bureau des commissions régionales à New York | 10 | 1 | 90 | 10 | 1 | 90 | 10 | 2 | – | 80 |
| Bureau des Nations Unies pour les partenariats internationaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | – | – | 100 |
| Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 5 | 2 | – | 60 |
| Bureau des services de contrôle interne | 12 | 3 | 75 | 6 | 1 | 83 | 10 | 1 | – | 90 |
| Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique | 1 | – | 100 | 1 | – | 100 | 1 | – | – | 100 |
| Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement | 1 | – | 100 | 1 | – | 100 | 1 | 1 | – | 0 |
| Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | – | 0 |
| Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies | 0 | 0 | 0 | 1 | – | 100 | 28 | 18 | – | 36 |
| Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | – | – | 100 |
| Comité des commissaires aux comptes | 1 | – | 100 | 1 | 1 | 0 | 1 | – | – | 100 |

| Auteur | 2007 | | | 2008 | | | 2009 | | | |
|--|---------------------------|---------------------------|--|---------------------------|---------------------------|--|---------------------------|---------------------------|---|--|
| | Nombre total de documents | Documents reçus en retard | Pourcentage de documents remis dans les délais | Nombre total de documents | Documents reçus en retard | Pourcentage de documents remis dans les délais | Nombre total de documents | Documents reçus en retard | Documents programmés mais non reçus au 30 juin (considérés comme étant en retard) | Pourcentage de documents remis dans les délais |
| Commission de la fonction publique internationale | 2 | – | 100 | 2 | 1 | 50 | 23 | 11 | – | 52 |
| Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | – | 0 |
| Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination | 1 | 1 | 0 | 6 | 5 | 17 | 1 | – | – | 100 |
| Corps commun d'inspection | 1 | – | 100 | 1 | – | 100 | 1 | – | – | 100 |
| Département de la gestion | 117 | 72 | 38 | 90 | 48 | 47 | 115 | 30 | – | 74 |
| Département de l'appui aux missions | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 0 | 2 | 1 | – | 50 |
| Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences | 35 | 1 | 97 | 45 | 0 | 100 | 51 | – | – | 100 |
| Département de l'information | 6 | 2 | 67 | 5 | – | 100 | 6 | – | – | 100 |
| Département des affaires économiques et sociales | 243 | 57 | 77 | 184 | 34 | 82 | 150 | 24 | – | 84 |
| Département des affaires politiques | 22 | 4 | 82 | 23 | 2 | 91 | 26 | 2 | – | 92 |
| Département des opérations de maintien de la paix | 9 | 4 | 56 | 8 | 3 | 63 | 6 | 2 | – | 67 |
| École des cadres du système des Nations Unies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | – | – | 100 |
| Fonds de développement des Nations Unies pour la femme | 1 | – | 100 | 1 | – | 100 | 1 | – | – | 100 |
| Fonds des Nations Unies pour la population | 8 | 4 | 50 | 10 | 2 | 80 | 8 | 1 | – | 88 |
| Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme | 1 | 1 | 0 | 60 | 39 | 35 | 70 | 35 | – | 50 |
| Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | – | 0 |
| Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme | 0 | 0 | 0 | 1 | – | 100 | 3 | 1 | – | 67 |
| Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient | 0 | 0 | 0 | 1 | – | 100 | 1 | 1 | – | 0 |

| <i>Auteur</i> | 2007 | | | 2008 | | | 2009 | | | |
|---|----------------------------------|----------------------------------|---|----------------------------------|----------------------------------|---|----------------------------------|----------------------------------|--|---|
| | <i>Nombre total de documents</i> | <i>Documents reçus en retard</i> | <i>Pourcentage de documents remis dans les délais</i> | <i>Nombre total de documents</i> | <i>Documents reçus en retard</i> | <i>Pourcentage de documents remis dans les délais</i> | <i>Nombre total de documents</i> | <i>Documents reçus en retard</i> | <i>Documents programmés mais non reçus au 30 juin (considérés comme étant en retard)</i> | <i>Pourcentage de documents remis dans les délais</i> |
| Programme alimentaire mondial | 2 | – | 100 | 2 | – | 100 | 2 | – | – | 100 |
| Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH et le sida | 2 | – | 100 | 1 | – | 100 | 2 | – | – | 100 |
| Programme des Nations Unies pour le développement | 45 | 30 | 33 | 42 | 15 | 64 | 26 | 10 | – | 62 |
| Programme des Nations Unies pour les établissements humains | 1 | – | 100 | 1 | – | 100 | 1 | – | – | 100 |
| UNICEF | 44 | 26 | 41 | 30 | 10 | 67 | 37 | 8 | – | 78 |
| Université des Nations Unies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | – | 0 |
| Total | 592 | 208 | 65 | 592 | 169 | 71 | 638 | 162 | – | 75 |

B. Statistiques d'ensemble sur la remise au Département des documents, leur traitement et leur publication

| | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Documents d'avant session | | | |
| Nombre total de documents programmés suivant le système des créneaux | 632 | 618 | 638 |
| Remise des documents | | | |
| Proportion de documents reçus dans le créneau prévu | 65 % (408/632) | 72 % (443/618) | 75 % (476/638) |
| Proportion de documents soumis à la règle 10-4-6 reçus au moins 10 semaines avant la réunion | 59 % (241/407) | 73 % (304/419) | 74 % (338/455) |
| Proportion de documents soumis à la règle 8-4-4 reçus au moins 8 semaines avant la date de la réunion | 63 % (139/222) | 69 % (129/187) | 63 % (98/155) |
| Taux global de respect des délais de remise des documents fixés suivant le système des créneaux | 60 % (380/629) ^a | 71 % (433/606) ^b | 71 % (436/610) ^c |
| Publication | | | |
| Nombre total de documents publiés | 603 | 576 | 588 |
| Documents soumis à la règle 10-4-6 publiés au moins 6 semaines avant la date de la réunion | 66 % (256/388) | 73 % (288/396) | 73 % (308/420) |
| Documents soumis à la règle 8-4-4 publiés au moins 4 semaines avant la date de la réunion | 66 % (141/213) | 71 % (122/173) | 73 % (105/143) |
| Taux global de respect des délais de publication fixés suivant le système des créneaux | 66 % (397/601) ^d | 72 % (410/569) ^e | 73 % (413/563) ^f |
| Respect des délais de traitement | | | |
| Non-respect des délais par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences : documents dont le nombre de pages ne dépassait pas la limite fixée, traités en plus de 4 semaines et publiés moins de 6 ou 4 semaines avant la réunion | | | |
| Documents remis à temps | | | |
| Rapports du Secrétariat | 2 | 7 | 17 |
| Rapports n'émanant pas du Secrétariat | – | 2 | 2 |
| Documents remis en retard | | | |
| Rapports du Secrétariat | 5 | 12 | 8 |
| Rapports n'émanant pas du Secrétariat | – | 3 | 2 |

^a Sur les 632 documents programmés, 3 n'étaient pas liés à une réunion.

^b Sur les 618 documents programmés, 12 n'étaient pas liés à une réunion.

^c Sur les 638 documents programmés, 28 n'étaient pas liés à une réunion et 9 n'avaient pas encore été reçus.

^d Sur les 603 documents publiés, 2 n'étaient pas liés à une réunion.

^e Sur les 576 documents publiés, 7 n'étaient pas liés à une réunion.

^f Sur les 588 documents publiés, 25 ne sont pas liés à une réunion.

Annexe VIII

Lettre datée du 8 juillet 2009 adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Secrétaire général adjoint au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences

Me trouvant à Genève, où je représente le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences à la session du Conseil économique et social, j'ai été informé de la situation concernant la documentation destinée à la douzième session du Conseil des droits de l'homme, qui se tiendra du 14 septembre au 2 octobre.

Comme vous le savez, la documentation prévue pour la douzième session devait être remise au département dont j'ai la charge 10 semaines au moins avant l'ouverture de celle-ci le 14 septembre, afin de permettre (en application du paragraphe 8 de la résolution 47/202 B de l'Assemblée générale) son traitement en temps voulu dans toutes les langues officielles.

Je me permets de signaler à votre attention le fait que, sur les 61 documents d'avant session prévus pour la douzième session du Conseil, qui auraient dû être remis à la Division de la gestion des conférences au plus tard le 6 juillet, seuls 18 l'ont été, soit moins de 30 % (proportion inférieure de 60 points à l'objectif de 90 % fixé dans tous les contrats de mission signés par les chefs de département et le Secrétaire général).

La situation se présente actuellement comme suit :

Nombre de documents d'avant session annoncés
dans les prévisions indicatives datées du 1^{er} juillet : 61

Nombre de documents d'avant session reçus au 6 juillet : 18

Vous voudrez bien noter que les prévisions indicatives n'ont été communiquées à la Division de la gestion des conférences que le 2 juillet, soit beaucoup trop tard pour que celle-ci puisse aménager en conséquence la planification des ressources et du traitement de la charge de travail de ses divers services. De plus, deux rapports additionnels du Groupe de travail sur la procédure d'examen périodique universel ont été renvoyés le 9 juin au secrétariat du Conseil parce qu'ils dépassaient le nombre maximum de mots fixé par le Conseil lui-même.

Je tiens à rappeler toutes les dispositions relatives à la remise des documents, aux retards à cet égard, à l'affectation tardive de créneaux et au réaménagement des créneaux. Comme l'a écrit le Secrétaire général, « il est [...] essentiel d'élargir le champ de la gestion anticipative de la documentation, afin que celle-ci soit publiée en temps utile, mais aussi pour que le Secrétariat puisse respecter d'autres impératifs, concernant la qualité de ses prestations ainsi que la productivité et le rapport coût-efficacité de ses services ». Le système en place a été conçu par souci de transparence et dans le but de mieux définir les responsabilités des services qui traitent la documentation destinée aux États Membres, ainsi que de permettre à la Division de la gestion des conférences de remédier aux éventuelles insuffisances.

Vous voudrez bien noter aussi que, dans sa dernière résolution sur le plan des conférences (63/248, sect. IV, par. 10 et 11), l'Assemblée générale a signalé qu'elle

était profondément préoccupée de constater que la quantité de textes présentés en retard par les départements auteurs était plus importante que jamais, ce qui nuit au fonctionnement des organes intergouvernementaux, a constaté avec préoccupation les retards sans précédent enregistrés dans la publication des documents en 2008, retards qui ont gravement entravé ses travaux, et a prié le Secrétaire général d'élaborer des mesures de responsabilisation plus efficaces pour amener aussi bien les auteurs que les hauts responsables dont ils relèvent à faire le nécessaire pour que les documents paraissent à temps dans les six langues officielles.

Le Secrétaire général adjoint
(*Signé*) Shaaban M. **Shaaban**
